

**PROVINCE DE QUÉBEC
M.R.C. DE BELLECHASSE
MUNICIPALITÉ DE SAINT-RAPHAËL**

SÉANCE EXTRAORDINAIRE du Conseil de la Municipalité de Saint-Raphaël, le **17 février 2022, à 18 h 30**, par **visioconférence**, à laquelle séance sont présents le maire, Monsieur Richard Thibault, et les conseillers suivants :

Siège #1 - Guylaine Larochelle

Siège #2 - Gaétan Roy

Siège #5 - Michel Turcot

Siège #6 - Éric Trudel

Est absente à cette séance :

Siège #3 - Samuel Roy

Siège #4 - Tonia Despont

Formant quorum sous la présidence de Monsieur Richard Thibault, maire, Est aussi présente Madame Fadia Bayrakdar, adjointe administrative et secrétaire-trésorière adjointe.

1 - CONSTATATION DE LA VALIDITÉ DE L'AVIS DE CONVOCATION ET OUVERTURE DE SÉANCE

Avis public de cette séance a été donné le 14 février 2022 et avis personnel de convocation a été adressé à tous les membres du conseil.

Après la vérification du quorum et de la publication de l'avis de la séance extraordinaire, le maire déclare la séance ouverte.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur Michel Turcot, appuyé par Madame Guylaine

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

2 - RENONCIATION À L'AVIS DE CONVOCATION

Cette séance est convoquée en vertu de l'article no 956 du Code municipal. Il ne peut y avoir d'autres discussions que celles portant sur les points 4, 5, 6, 7, 8 et 9 ci-après énoncés au point 3 " Lecture et adoption de l'ordre jour" du présent procès-verbal.

Larochelle,

3 - LECTURE ET ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Et résolu à la majorité de déclarer cette séance ouverte.

Il est proposé par Monsieur Éric Trudel, appuyé par Monsieur Gaétan Roy,

Et résolu d'adopter l'ordre du jour, tel que rédigé.

1. Constat de la validité de l'avis de convocation et ouverture de séance
2. Renonciation à l'avis de convocation
3. Lecture et adoption de l'ordre du jour

4. Adoption du Règlement 2022-226 modifiant le Règlement 2014-164 - Sécurité publique et protection des personnes et des propriétés
5. Adjointe à la comptabilité - Embauche
6. Résolution modifiant la résolution 2021-04-66 Mise à jour du plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées
7. Avis de motion
8. Dépôt du projet de règlement 2022-227 modifiant le Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux
9. Modification de la résolution 2022-02-39 Équipe de Softball Amazones de Québec et Chaudière-Appalaches
10. Période de questions
11. Clôture et levée de la séance

Cette séance extraordinaire étant convoquée exclusivement aux fins des sujets ci-haut énumérés, les membres du conseil procèderont en conséquence.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**2022-02
46**

4 - Adoption du Règlement 2022-226 modifiant le Règlement 2014-164 - Sécurité publique et protection des personnes et des propriétés

ATTENDU l'avis de motion et le dépôt du projet de Règlement à la séance ordinaire du 7 février 2022;

ATTENDU l'adoption du projet de règlement 2022-226 - Règlement sur la sécurité publique et la protection des personnes et des propriétés;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Saint-Raphaël est une municipalité régie par le « Code municipal du Québec » et assujettie aux dispositions de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur Éric Trudel, appuyé par Monsieur Michel Turcot,

QUE le règlement 2022-226 soit adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

**CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES
INTERPRÉTATIVES ET TRANSITOIRES**

SECTION 1.1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

ARTICLE 1.1.1 VALIDITÉ

Le présent règlement est adopté dans son ensemble, chapitre par chapitre, section par section, article par article, paragraphe par paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, section, article, paragraphe ou alinéa de celui-ci était ou devait être un jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continueront de s'appliquer.

ARTICLE 1.1.2 ANNEXES

Toutes les annexes identifiées à la liste des annexes jointes au présent règlement en font partie intégrante, et toutes normes, obligations ou indications se retrouvant aux annexes font partie intégrante du présent règlement comme si elles y avaient été édictées.

ARTICLE 1.1.3 PRÉSÉANCE DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a préséance sur tout règlement ou disposition réglementaire en vigueur sur le territoire de la Municipalité visant le même objet.

ARTICLE 1.1.4 DISPOSITIONS NON CONTRADICTOIRES

Les dispositions du présent règlement ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'application des dispositions du Code de la sécurité routière ou du Code criminel ou de toute autre Loi fédérale ou provinciale.

ARTICLE 1.1.5 MISE À JOUR

Les modifications apportées à toutes lois ou règlements auxquels réfèrent le présent règlement en font partie intégrante.

SECTION 1.2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

ARTICLE 1.2.1 TITRE

Les titres des articles du présent règlement en font partie intégrante. En cas de contradiction entre le texte et les titres, le texte prévaut.

ARTICLE 1.2.2 TEMPS DU VERBE

Quel que soit le temps du verbe employé dans une disposition, cette disposition est tenue pour être en vigueur à toutes les époques et dans toutes les circonstances où elle peut s'appliquer.

ARTICLE 1.2.3 DÉSIGNATION

Dans le présent règlement lorsqu'un pouvoir, une autorité, une compétence ou une responsabilité est attribué à un fonctionnaire municipal, un membre de la Sûreté du Québec ou toute autre personne autorisée, il doit être interprété que ce pouvoir, autorité, compétence ou responsabilité est également dévolu au remplaçant de ce fonctionnaire municipal, membre de la Sûreté du Québec ou autre personne.

ARTICLE 1.2.4 DÉFINITIONS

Aux fins d'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent ou à moins qu'il y ait une disposition interprétative particulière dans un chapitre, les mots employés ont la signification ci-après mentionnée. À défaut de définition précisée, les expressions et termes devront être interprétés dans leur sens commun.

« Activités »

Tout événement réalisé et tenu sur le territoire de la Municipalité notamment; assemblées, parades, manifestations, compétitions, défilés, spectacles, représentations, activités sportives ou théâtrales ou autres démonstrations du même genre.

« Agent de la paix »

Tout policier, membre de la Sûreté du Québec (SQ) agissant sur le territoire de la Municipalité dans le cadre d'une entente visant à faire respecter les règlements municipaux sur son territoire ainsi que sur tout autre territoire où la Municipalité a compétence et juridiction.

« Aire de jeux »

Partie d'un terrain accessible au public destiné à une activité récréative.

« Animal domestique »

Tous les animaux domestiques qui vivent auprès de l'être humain pour l'aider ou le distraire. De façon non limitative, le chien, le chat, le hamster, le lapin, le furet, le cochon d'Inde, la souris, l'oiseau sont considérés comme animaux domestiques.

« Animal errant »

Un animal qui n'est pas sous le contrôle immédiat de son gardien et qui est à l'extérieur de la propriété de celui-ci.

« Animal exotique »

Tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce ne se retrouve pas à l'état naturel au Canada. De façon non limitative, sont considérés comme animaux exotiques les animaux suivants : tarentule, scorpion, lézard, singe, serpent et autres.

« Animal sauvage »

Tout animal dont l'espèce ou la sous-espèce n'a pas été apprivoisée par l'être humain et qui normalement peut être trouvé dans les forêts du Canada.

« Véhicule lourd »

Correspond à la définition qui se retrouve dans la loi concernant les propriétaires, les exploitants et les conducteurs de véhicules lourds.

« Carcasse »

Tout véhicule tel que auto, camion, tout terrain, moto, remorque, roulotte, motoneige, bateau, hors d'usage ou dépourvu d'une ou plusieurs pièces essentielles à son fonctionnement tel que, de façon non limitative, le moteur, la transmission, un train de roues, un élément de direction ou de freinage.

« **Centre équestre** »

Comprend tout endroit ouvert au public où on utilise des chevaux principalement pour faire de l'équitation.

« **Chaussée** »

Partie d'un chemin public ou privé compris entre les accotements, les bordures, les trottoirs, les terre-pleins ou une combinaison de ceux-ci et composée de voies destinées à la circulation publique des véhicules automobiles.

« **Chemin public** »

Surface totale de terrain ou d'un ouvrage d'art sur une partie de laquelle sont aménagées une ou plusieurs chaussées ouvertes à la circulation publique des véhicules automobiles.

« **Chenil** »

Établissement où se pratique l'élevage, la vente, le gardiennage des chiens ainsi que l'entretien hygiénique ou esthétique des animaux.

« **Chien de garde** »

Chien dressé ou utilisé pour le gardiennage et qui attaque un intrus à vue ou sur ordre.

« **Chien d'élevage** »

Chien élevé pour la vente ou pour la reproduction.

« **Chien dangereux** »

Chien qui remplit une des conditions suivantes :

1° Il a mordu ou attaqué une personne ou un animal.

2° Alors qu'il se trouvait à l'extérieur du terrain où est situé le bâtiment dans lequel il vit habituellement ou celui occupé par son gardien ou qu'il se trouvait à l'extérieur du véhicule de son gardien, il a manifesté autrement de l'agressivité envers une personne en grondant, en montrant les crocs, en aboyant féroce ment ou en agissant de toute manière qui indique qu'il pourrait mordre ou attaquer.

« **Chien de traîneau** »

Chien faisant partie d'un attelage et servant à tirer un traîneau ou un autre type de véhicule.

« **Chien guide** »

Chien dressé pour compenser un handicap.

« **Colportage** »

Le fait, pour une personne, de porter ou de transporter avec elle des objets, effets ou marchandises, et d'offrir de les vendre ou d'offrir des services sur le territoire de la Municipalité.

« **Commerce itinérant** »

Le fait, pour un commerçant, en personne ou par un représentant, ailleurs qu'à son adresse, de solliciter un consommateur en vue de conclure un contrat ou de lui vendre un produit ou un service.

« **Contrôleur** »

Personne nommée par résolution à qui la Municipalité confie le contrôle des animaux domestiques sur son territoire.

« **Endroit public** »

Lieu destiné au public et/ou accessible au public identifié à l'annexe H. Cette notion comprend également les voies publiques.

« **Expert de la Municipalité** » :

Spécialiste en comportement animal désigné par la Municipalité.

« **Flâner** »

« Fourrière »

Refuge pour les animaux.

« Gardien »

Personne qui est propriétaire, qui a la garde d'un animal, qui donne refuge, qui nourrit ou qui entretient un animal domestique ainsi que le père, la mère, le tuteur ou le répondant chez qui réside une personne mineure qui est propriétaire, qui a la garde ou qui donne refuge, nourrit ou entretient un animal.

« Municipalité »

Municipalité de Saint-Raphaël

« Officier nommé »

Officier nommé par résolution du Conseil municipal pour appliquer le présent règlement.

« Parc »

Tout terrain possédé ou occupé par la Municipalité pour y établir un parc public, un îlot de verdure, un sentier multifonctionnel, un terrain de jeux ou un terrain de sport, qu'il soit aménagé ou non.

« Passage pour écoliers »

Partie d'un chemin destinée à la circulation des piétons, particulièrement des écoliers, et identifiée comme telle par des signaux de circulation ou la partie d'une chaussée comprise entre le prolongement imaginaire des trottoirs à une intersection.

« Passage pour piétons »

Partie d'un chemin destinée à la circulation des piétons et identifiée comme telle par des signaux de circulation ou la partie d'une chaussée comprise entre le prolongement imaginaire des trottoirs à une intersection.

« Périmètre urbain »

Périmètre délimitant le village identifié au plan d'urbanisme de la Municipalité.

« Piéton »

Personne qui circule à pied, dans une chaise roulante ou dans un landau. Les personnes utilisant des patins à roues alignées ou une planche à roulettes ou une trottinette ne sont pas considérées être des piétons.

« Propriétaire d'un véhicule »

Personne qui a acquis un véhicule ou qui le possède en vertu d'un titre soit absolu, soit conditionnel, qui lui donne le droit d'en devenir le propriétaire ou d'en jouir comme propriétaire. Il peut également s'agir de la personne au nom de laquelle le véhicule est immatriculé.

« Rue »

Toute avenue, tout chemin public ou privé ou boulevard situé dans la Municipalité et affecté à l'usage des véhicules.

« Stationné »

Fait pour un véhicule routier, occupé ou non, d'être immobilisé sur un chemin public pour un motif autre que celui de satisfaire aux exigences de la circulation, de charger ou de décharger de la marchandise ou de faire monter ou descendre des passagers. Il comprend également l'immobilisation dans un stationnement public.

« Stationnement public »

Tout terrain mis à la disposition du public dans le but de stationner des véhicules.

Est assimilé à un stationnement public tout terrain privé dont le propriétaire a conclu une entente avec la Municipalité en vertu du présent règlement.

« Système d'alarme »

Tout appareil ou dispositif destiné à avertir de la présence d'un intrus, à avertir de la commission d'une effraction, d'une infraction ou d'une tentative d'effraction ou d'infraction ou le tout autre usage autre type d'urgence que celles visées par le Règlement concernant la création et les interventions du service municipal de

sécurité incendie ainsi que de la prévention des incendies.

« Véhicule »

Tout moyen utilisé pour transporter des personnes ou des choses.

« Véhicule automobile »

Tout véhicule au sens du Code de la sécurité routière du Québec (R.L.R.Q. c. C-24.2).

« Véhicule délabré »

Véhicule endommagé, altéré, démantelé ou à l'abandon, immatriculé ou non, sur un immeuble ou une partie d'immeuble à l'extérieur d'un bâtiment principal

« Véhicule d'urgence »

Un véhicule routier utilisé comme véhicule de police conformément à la Loi sur la police (R.L.R.Q., c. P-13.1), un véhicule routier utilisé comme ambulance conformément à la Loi sur les services préhospitaliers d'urgence (R.L.R.Q., c. S-6.2), un véhicule routier de service d'incendie ou tout autre véhicule routier satisfaisant aux critères établis par règlement pour être reconnu comme véhicule d'urgence par la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ).

« Véhicule-outil »

Un véhicule routier, autre qu'un véhicule monté sur un châssis de camion, fabriqué pour effectuer un travail et dont le poste de travail est intégré au poste de conduite du véhicule. Aux fins de cette définition, un châssis de camion est un cadre muni de l'ensemble des composantes mécaniques qui doivent se trouver sur un véhicule routier fabriqué pour le transport de personnes, de marchandises ou d'un équipement.

« Véhicule routier »

Un véhicule motorisé qui peut circuler sur un chemin. Sont exclus des véhicules routiers les véhicules pouvant circuler uniquement sur rails, les bicyclettes assistées et les fauteuils roulants mus électriquement. Les remorques, les semi-remorques et les essieux amovibles ainsi que les bateaux motorisés sont assimilés aux véhicules routiers.

« Véhicule tout terrain »

Un véhicule de promenade à deux roues ou plus, conçu principalement pour la conduite en dehors d'un chemin public.

« Voie cyclable »

Toute voie réservée exclusivement à la circulation cycliste.

« Voie publique »

Tout chemin ouvert au public, chaussée, route, rue, stationnement public, trottoir, voie de circulation à l'usage des piétons ou des bicyclettes ou des véhicules prévus comme tels aux plans de la Municipalité. Cette notion comprend aussi la partie de l'emprise d'un chemin public ouvert au public.

SECTION 1.3 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 1.3.1 REMPLACEMENT DES DISPOSITIONS EN VIGUEUR ANTÉRIEUREMENT À CE RÈGLEMENT

Les dispositions réglementaires qui s'appliquaient avant l'entrée en vigueur du présent règlement n'affecte pas les procédures intentées sous l'autorité des dispositions remplacées. Les infractions, pour lesquelles des procédures n'auraient pas encore été intentées, continueront sous l'autorité desdites dispositions réglementaires remplacées jusqu'à jugement final et exécution.

SECTION 1.4 DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 1.4.1 AUTORISATION

Le conseil municipal autorise de façon générale les agents de la paix et les officiers autorisés à entreprendre des poursuites pénales au nom de la Municipalité contre tout contrevenant au présent règlement et à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

Le conseil municipal peut autoriser également le contrôleur à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction relative aux animaux indiquée dans le

présent règlement.

Les agents de la paix, les officiers autorisés et le contrôleur peuvent être chargés de l'application de tout ou partie du présent règlement.

Lorsque la note (SQ) apparaît après le titre d'un article du présent règlement cela signifie que cette disposition est également applicable par un agent de la paix.

ARTICLE 1.4.2 AUTRES RECOURS

La Municipalité peut, aux fins de faire respecter les dispositions du présent règlement, exercer cumulativement ou alternativement les recours au présent règlement ainsi que tout autre recours approprié de nature civile ou pénale.

ARTICLE 1.4.3 DROITS DE VISITE ET D'INSPECTION

Tout officier autorisé, tout agent de la paix, tout contrôleur ou toute personne avec qui la Municipalité a conclu une entente l'autorisant à appliquer certaines dispositions du présent règlement, est autorisé à visiter et à examiner, entre sept (7) et dix-neuf (19) heures, toute propriété immobilière ou mobilière, ainsi que l'extérieur ou l'intérieur du bâtiment, maison, ou édifice quelconque, pour constater si les dispositions du présent règlement y sont exécutés et respectées, pour vérifier tout renseignement ou pour constater tout fait nécessaire à l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés pour l'exécution de ce règlement.

Le propriétaire, le locataire ou l'occupant doit laisser pénétrer sur les lieux la personne visée au premier alinéa qui doit sur demande établir son identité. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 1.4.4 IDENTIFICATION

Toute personne, après avoir été préalablement informée de l'infraction qu'elle a commise,

a l'obligation de déclarer son nom, prénom et adresse à un responsable de l'application du présent règlement qui a des motifs raisonnables de croire qu'elle a commis une infraction au présent règlement afin que soit dressé un constat d'infraction. (Montant de l'amende : 100\$)

CHAPITRE 2 : PAIX, BON ORDRE, SÉCURITÉ, BONNES MOEURS ET BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL DE LA POPULATION

SECTION 2.1 PAIX ET BON ORDRE

ARTICLE 2.1.1 DÉFILÉS, ASSEMBLÉES ET ATTROUPEMENTS (SQ)

Les assemblées, défilés ou attroupements qui mettent en danger la paix, la sécurité, l'ordre public ou qui nuisent à la circulation sont interdits. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.2 ASSEMBLÉES DANS LES ENDROITS PUBLICS

Nul ne peut organiser, diriger ou participer à une parade, une marche ou une course ou autres activités regroupant plus de 15 participants dans un endroit public sans avoir préalablement obtenu une autorisation de la Municipalité. Le directeur général de la Municipalité devra délivrer un permis autorisant la tenue d'une activité si les conditions suivantes sont respectées :

- le demandeur a présenté un plan détaillé de l'activité;
- l'activité se situe dans le cadre d'une activité sportive ou d'une festivité (exemple : fête nationale, fête du Canada, festival, tournoi, etc.);
- le demandeur aura préalablement présenté au service de police desservant la Municipalité un plan détaillé de l'activité;
- le demandeur aura satisfait aux mesures de sécurité recommandées par le service de police et du service de la sécurité incendie.

Sont exempts d'obtenir un tel permis les cortèges funèbres, les mariages, les activités scolaires, les activités organisées par les organismes municipaux et les événements à caractère provincial déjà assujettis à une autre loi. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.3 TROUBLER OU INTERROMPRE UNE ASSEMBLÉE PUBLIQUE (SQ)

Il est défendu de troubler, d'incommoder ou d'interrompre toute personne présente à une exposition, assemblée publique ou réunion quelconque. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.4 DÉFENSE DE TROUBLER LA PAIX, LE BON ORDRE ET LA SÉCURITÉ PUBLIQUE (SQ)

Il est défendu à toute personne de troubler la paix, le bon ordre et la sécurité publique dans les limites de la Municipalité de manière à causer ou de manière à faire quelque tumulte, tapage, bruit, désordre ou trouble qui inclut notamment de crier, vociférer, jurer, blasphémer ou employer un langage insultant ou obscène. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.5 ÉTAT D'IVRESSE OU SOUS L'INFLUENCE DE LA DROGUE (SQ)

Il est interdit à une personne se trouvant sur une voie publique ou dans un endroit public d'être en état d'ivresse ou sous l'influence d'une drogue. De plus, il est interdit à une personne se trouvant dans une rue ou dans un endroit public de consommer de l'alcool ou d'avoir en sa possession une bouteille, une cannette ou un récipient débouché contenant de l'alcool. Ceci ne s'applique pas lors de la vente d'alcool autorisé par une loi, un règlement ou une résolution émanant de la Municipalité. Il est interdit dans un endroit public ou une rue, d'avoir en sa possession quelque objet, matériel ou équipement servant ou facilitant la consommation de stupéfiants au sens de la Loi réglementant certaines drogues et autres substances (L.C., 1996, c.19) à savoir et ce, sans restreindre la généralité de ce qui précède, toute pipe à hash, bonbonne, balance portative et tout autre objet relié à la consommation ou au trafic de stupéfiants. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.6 DÉFENSE D'INCOMMODER LES PASSANTS (SQ)

Il est défendu d'obstruer les passages donnant accès à un immeuble ou à un endroit public de manière à embarrasser ou incommoder de quelque manière que ce soit les personnes qui doivent les emprunter. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.7 DÉFENSE D'INCOMMODER LES OCCUPANTS D'UNE MAISON (SQ)

Il est défendu de sonner, frapper ou cogner, sans excuse raisonnable, aux portes, fenêtres, contrevents ou toute autre partie d'une maison ou bâtisse, de manière à y déranger les occupants. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.8 PROPRIÉTÉS PRIVÉES (SQ)

Il est défendu de pénétrer dans les cours, jardins, hangars, garages ou remises, de gravir des escaliers ou échelles, aux fins de surprendre une ou des personnes ou de voir ce qui se passe à l'intérieur d'une propriété privée. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.1.9 ESCALADE (SQ)

Il est défendu d'escalader toute clôture, ou structure, ou bâtiment dans les endroits publics à l'exception des modules de jeux. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.1.10 ACCÈS À LA PROPRIÉTÉ (SQ)

Il est défendu de pénétrer ou de circuler sur la propriété privée d'autrui de quelque façon que ce soit, sans y avoir été préalablement autorisée par le propriétaire ou le gardien des lieux. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.11 DOMMAGES À LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE ET PUBLIQUE (SQ)

Il est défendu de se livrer à un acte de vandalisme, tel que le fait de gêter, salir, casser, briser, arracher, déplacer ou endommager de quelque manière que ce soit, la propriété privée ou publique et tout objet d'ornementation, en quelque endroit de la Municipalité. Par ailleurs, il est défendu d'effectuer des travaux sur la propriété publique sans le consentement de la Municipalité ou du propriétaire concerné. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.1.12 FLÂNER OU VAGABONDER (SQ)

Nul ne peut se coucher, se loger, mendier, ou flâner dans un endroit public. Il est défendu à toute personne de gêner ou d'entraver la circulation en se tenant immobile, en rôdant, en flânant, ou en participant à une activité sur la voie publique, et en refusant, sans excuse raisonnable, de circuler à la demande d'un agent de la paix. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.13 DÉFENSE DE MENACER ET/OU DE SE BATTRE (SQ)

Il est défendu à quiconque de menacer, poursuivre, assaillir, molester, frapper, ou battre, de quelque manière que ce soit, une personne dans un endroit public ou sur une propriété privée, ou d'inciter ou de prendre part à une bataille, rixe, attroupement, réunion tumultueuse ou désordonnée, émeute ou rébellion. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 2.1.14 DÉFENSE DE LANCER DES PROJECTILES (SQ)

Il est défendu de lancer ou jeter sur le sol dans les endroits publics des pierres, des bouteilles, des contenants de boissons gazeuses ou alcoolisées, des emballages de produits alimentaires ou tout autre objet nuisible ou qui peut causer des blessures. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.15 DÉFENSE DE JETER DES CLOUS, VERRES, ETC. (SQ)

Il est défendu de jeter, de placer, de déposer ou de laisser dans un endroit ouvert au public des clous, des briquettes, des fragments de verre, des débris de poterie, de fer ou de fer-blanc, de fil métallique, des bouteilles ou des tessons de bouteille, des épines, des rognures ou autres objets ou choses susceptibles de causer des dommages ou des blessures. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 2.1.16 DÉFENSE D'ENDOMMAGER LA VOIE PUBLIQUE

Il est défendu à toute personne de briser, percer, endommager ou de peindre un pavage, un trottoir, une bordure de rue, un panneau de signalisation, une borne fontaine, une traverse, un canal, un égout, de creuser des trous, fossés ou égouts sur une voie publique. Il est également défendu de poser des conduits de fils ou des poteaux dans une voie publique ou au-dessus de celle-ci, sans avoir obtenu au préalable l'autorisation de la Municipalité ou d'un officier autorisé. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 2.1.17 UTILISATION D'ARMES À FEU (SQ)

L'utilisation ou le tir d'une arme à feu, à air comprimé, d'un arc ou d'une arbalète ou de tout autres systèmes pourvu de propulsion sont prohibés dans les endroits prévus par le règlement et tel qu'apparaissant à l'annexe A et dans un rayon de 150 mètres (150 m) d'une habitation ou d'un bâtiment servant à abriter des personnes sur l'ensemble du territoire de la Municipalité.

Toutefois, l'utilisation d'un arc ou d'une arbalète est autorisée pour l'entraînement si les exigences suivantes sont respectées :

- le tir doit être effectué dans un ballot capable d'arrêter définitivement la course de la flèche;
- le ballot doit avoir une dimension minimale de 61 cm par 61 cm;
- un écran protecteur (mur, structure) doit être installé à l'arrière du ballot à un maximum de 1,5 mètre de ce dernier. Cet écran doit être conçu de façon à arrêter définitivement la course de la flèche;
- l'écran protecteur doit avoir une dimension minimale de 2,44 mètres et doit en tout temps excéder de 61 cm les côtés et le haut du ballot.

De plus, la même interdiction de tir vaut dans les limites de tout parc, ou endroit public identifié à l'annexe H. Ces interdictions peuvent être levées après autorisation d'un agent de la paix dans le cadre d'activités spéciales réalisées de façon suffisamment contrôlée et sécuritaire pour réduire au minimum tout risque d'accident. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 2.1.18 JEUX D'ARMES (SQ)

Il est défendu à quiconque étant en possession d'une arme à air comprimé, d'un lance-pierres, d'un arc ou d'un autre instrument semblable, de jouer, de rôder ou de flâner sur les endroits publics. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.1.19 ARMES BLANCHES ET AUTRES (SQ)

Il est interdit à toute personne de se trouver dans un parc ou une place publique, à pied ou dans un véhicule de transport public, en ayant sur elle ou avec elle un couteau, une épée, une machette ou un autre objet similaire, sans excuse raisonnable. Aux fins du présent article, l'autodéfense ne constitue pas une excuse raisonnable. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.1.20 BRUIT DE NATURE À TROUBLER LA PAIX (SQ)

Il est interdit de provoquer de quelque façon que ce soit, de faire ou d'inciter à faire un bruit de nature à troubler la paix et la tranquillité du public ou tout bruit nuisant au bien-être, à la tranquillité, au confort ou au repos des citoyens ou qui est de nature à empêcher l'usage et la jouissance paisible d'une personne.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.21 DÉFENSE DE FAIRE DU TAPAGE (SQ)

Il est défendu de causer du trouble ou de faire un bruit de nature à troubler la paix à l'intérieur ou à l'extérieur d'une maison d'habitation, ou de tout autre bâtiment.

Il est aussi défendu de faire du tapage, de crier, jurer, blasphémer, se battre, faire du tumulte ou se conduire de façon à importuner un voisin ou un passant.
(Montant de l'amende ; 100\$)

ARTICLE 2.1.22 TRAVAIL BRUYANT (SQ)

Il est défendu à toute personne de faire tout travail ou d'utiliser tout appareil susceptible de troubler la paix et le bien-être d'une personne ou plusieurs personnes en exécutant tout genre de travaux entre vingt-deux heures (22 h) et sept (7 h), sauf s'il s'agit de travaux d'urgence visant à sauvegarder la sécurité des lieux ou des personnes.

Cependant, dans les cas d'urgence ou de la réalisation de travaux municipaux nécessaires ou autres, tels que des travaux de déneigement en période hivernale, ceux-ci peuvent être exécutés en dehors des heures mentionnées.
(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.23 TONDEUSE ET AUTRES APPAREILS MOTORISÉS (SQ)

Il est interdit, entre vingt-deux heures (22 h) et sept heures (7 h) d'utiliser une tondeuse à gazon ou tout autre appareil fonctionnant à l'aide d'un moteur à explosion tel que souffleur à neige, scie à chaîne, moteur hors-bord ou une génératrice sauf lors de panne électrique pour protéger un bien ou la vie d'une personne.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas de travaux de coupe du gazon sur un terrain de golf.

Le présent article ne couvre pas le cas de l'utilisation d'un appareil servant au déneigement de l'entrée principale d'une résidence privée lorsque l'accès à son stationnement est empêché à cause d'une accumulation de neige trop importante. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.24 INSTRUMENTS SONORES (SQ)

Il est défendu à toute personne de troubler la paix et la tranquillité du public en faisant jouer, tout appareil ou instrument producteur de sons, dans un endroit public, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.25 ŒUVRES MUSICALES (SQ)

Il est interdit de présenter en plein air des œuvres musicales, instrumentales ou vocales ou des spectacles entre vingt-trois heures (23 h) et sept heures (7 h) de façon à ce que le bruit soit de nature à troubler la paix à moins d'avoir obtenu une autorisation telle que le prévoit l'article 2.1.2.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.26 BRUIT EXCESSIF ÉMIS PAR UN VÉHICULE AUTOMOBILE (SQ)

Il est spécifiquement prohibé de circuler ou d'avoir la garde ou le contrôle d'un véhicule automobile qui émet les bruits suivants :

- Le bruit provenant du claquement d'un objet transporté sur le véhicule ou du claquement d'une partie du véhicule;
- Le bruit provenant de l'utilisation du moteur d'un véhicule à des régimes excessifs, notamment lors du démarrage ou de l'arrêt ou produit par des accélérations répétées;
- Le bruit causé par le fonctionnement d'un véhicule à une vitesse susceptible de causer un bruit de nature à nuire à la paix et à la tranquillité des occupants des maisons voisines;
- Le bruit provenant de l'utilisation inutile ou abusive d'un klaxon, d'un sifflet, d'une sirène ou d'un appareil analogue installé dans ou sur un véhicule automobile;
- Le bruit excessif ou insolite provenant de la radio ou d'un appareil propre à reproduire du son dans un véhicule automobile;
- Le bruit causé par le frottement accéléré ou le dérapage des pneus sur toute surface asphaltée ou bétonnée, soit par un démarrage, un dérapage ou une accélération rapide, soit par l'application brutale et injustifiée des freins, soit en faisant tourner le moteur à une vitesse supérieure à celle prévue lorsque l'embrayage est au neutre;
- Le bruit provenant de l'usage inutile ou abusif d'un système de frein moteur

d'un véhicule produit par la compression du moteur destiné à augmenter le pouvoir de freinage du véhicule (communément appelé Jacob ou « Engine Brake Down ») ou provenant de la rétrogradation de la boîte de vitesse d'un véhicule de manière à causer un bruit nuisible. De façon non limitative, est inutile ou abusive l'utilisation d'un tel système à proximité d'une zone résidentielle sur un terrain relativement plat ou dans une pente ascendante; (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.27 VÉHICULE MUNI D'UN HAUT-PARLEUR (SQ)

Nul ne peut circuler avec un véhicule muni d'un haut-parleur dans le but de faire de l'annonce à des fins commerciales. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.1.28 FEUX D'ARTIFICE (SQ)

Il est prohibé de faire usage ou de permettre de faire usage de pétards ou de feux d'artifice. La Municipalité peut toutefois délivrer un permis autorisant l'utilisation de feux d'artifice aux conditions suivantes :

- Le feu d'artifice est utilisé dans le cadre d'une festivité (exemple : fêtes nationales, festival, tournoi, etc.);
- Le demandeur ou l'artificier détient une assurance responsabilité qui couvre les risques de sinistres liés à l'événement;
- Le lieu d'artifice est sous la responsabilité d'un artificier reconnu.
- Le demandeur ou l'artificier doit détenir, en tout temps lors de la tenue de l'activité, l'autorisation du service de sécurité incendie. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 2.2 LA SÉCURITÉ DANS LES PARCS ET LES ÉCOLES

ARTICLE 2.2.1 HEURE DE LA FIN DES ACTIVITÉS DANS LES PARCS (SQ)

Toute activité dans les parcs de la Municipalité doit cesser à 23 h et ne pas reprendre avant 7 h, sauf si l'affichage permet la prolongation de telle activité et que cet affichage est autorisé par la Municipalité en fonction du caractère particulier du parc.

Malgré le premier alinéa, la tenue d'activités dans les parcs et terrains de jeux jusqu'à une heure plus tardive peut être autorisée par la Municipalité.

Il est interdit de se trouver dans un parc lorsque ce dernier est fermé. Un parc est considéré fermé en dehors des heures où des activités peuvent y être tenues en fonction des paragraphes précédents.

Quiconque refuse d'obéir immédiatement à l'ordre de l'agent de la paix de quitter les lieux d'un parc, alors qu'il n'est pas ouvert au public, commet une infraction. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.2.2 ÉCOLE (SQ)

Nul ne peut se trouver sur le terrain d'une école ou tout autre terrain adjacent ouvert au public, du lundi au vendredi entre sept heures (7 h) et dix-sept (17 h), sans raison valable durant la période scolaire.

Aux fins du présent article, tout terrain séparé par une voie de circulation est assimilé à un terrain adjacent. (Montant de l'amende: 100\$)

ARTICLE 2.2.3 JEUX INTERDITS (SQ)

Dans un parc, il est interdit de se livrer à un jeu de balle, à la pratique du golf ou à tout autre jeu utilisant des projectiles ailleurs qu'aux endroits prévus à cette fin. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 2.3 DÉCENCE ET BONNES MOEURS

ARTICLE 2.3.1 CONDUITE INDÉCENTE (SQ)

Il est défendu de paraître dans une place publique, dans un habillement indécent, d'exposer son corps de façon indécente, ou de commettre une action indécente. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.3.2 DÉFENSE D'URINER OU DÉFÉQUER EN PUBLIC(SQ)

Il est interdit d'uriner ou déféquer dans un endroit public ou privé, ailleurs qu'aux endroits aménagés à cette fin. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 2.3.3 BOISSONS ALCOOLISÉES DANS LES ENDROITS PUBLICS (SQ)

Il est interdit de consommer ou de se préparer à consommer ou d'avoir en sa possession pour consommation des boissons alcooliques dans un endroit public, dans tout véhicule se trouvant sur une voie publique et dans une

propriété privée à moins d'avoir un droit de propriété ou de possession sur cet endroit ou d'être accompagné de quelqu'un détenant un tel droit ou d'en avoir obtenu la permission par le propriétaire.
Le présent article n'interdit pas la consommation de boissons alcooliques là où elle est permise par la loi ou par le présent règlement. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 2.3.4 EXHIBITION / INDÉCENCE (SQ)

Il est défendu à toute personne, d'exposer à la vue du public, sur une voie publique, un chemin, un endroit public, une fenêtre, une vitrine ou partie d'un magasin ou d'un édifice, toute impression, image, photo, gravure obscène ou érotique ou toute autre exhibition indécente.
(Montant de l'amende : 100\$)

CHAPITRE 3 COMPORTEMENTS RÉPRÉHENSIBLES

ARTICLE 3.1 APPEL OU ENQUÊTE INUTILE(SQ)

Il est défendu, sans excuse raisonnable, d'appeler le Service de Sécurité incendie, la Sûreté du Québec ou composer le 911 inutilement. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 3.2 DÉFENSE D'INJURIER UN AGENT DE LA PAIX OU UN FONCTIONNAIRE MUNICIPAL (SQ)

Il est interdit d'injurier tout agent de la paix ou fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions ou de tenir, à son endroit, des propos blessants, diffamatoires, blasphématoires ou grossiers, de poser des gestes de même nature à son endroit ou encore d'encourager ou d'inciter toute autre personne à injurier ou à tenir, à son endroit, de tels propos. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 3.3 ENTRAVERE À UN FONCTIONNAIRE MUNICIPAL ET À UN AGENT DE LA PAIX (SQ)

Il est défendu d'entraver, de gêner ou de molester un fonctionnaire municipal dans l'exercice de ses fonctions.

Il est défendu à toute personne d'entraver ou d'inciter à entraver un agent de la paix dans l'exercice de ses fonctions ou toute autre personne prêtant légalement main-forte à un agent de la paix, ainsi que de lui résister ou d'inciter quelqu'un à le faire. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 3.4 DÉSOBÉISSANCE À UN AGENT DE LA PAIX (SQ)

Nul ne doit refuser de circuler, lorsque requis de le faire par un agent de la paix. Plus particulièrement, toute personne doit se conformer immédiatement à l'ordre d'un agent de la paix de quitter les lieux d'une assemblée, d'un défilé ou d'un attroupement tenu en violation du présent règlement. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 3.5 PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ (SQ)

Nul ne peut franchir ou se trouver à l'intérieur d'un périmètre de sécurité établi par la Sûreté du Québec ou par un des services de la Municipalité à l'aide d'une signalisation (ruban indicateur, barrières, etc.) à moins d'y être expressément autorisé. (Montant de l'amende : 100\$)

CHAPITRE 4 : ALARMES NON FONDÉES

ARTICLE 4.1 APPLICATION (SQ)

Le présent chapitre s'applique à tout système d'alarme, incluant les nouveaux systèmes et ceux déjà installés ou en usage le jour de l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 4.2 CLOCHE OU AUTRE SIGNAL (SQ)

Lorsqu'un système d'alarme est muni d'une cloche ou de tout autre signal sonore propre à donner l'alerte à l'extérieur des lieux protégés, ce système d'alarme doit être conçu de façon à ne pas émettre le signal sonore durant plus de (10) dix minutes consécutives. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 4.3 INTERRUPTION (SQ)

Tout agent de la paix et officier désigné peut, dans l'exercice de ses fonctions, pénétrer dans un immeuble ou un véhicule pour y interrompre le signal sonore d'un système d'alarme. L'autorité qui procède à l'interruption n'est jamais tenue de le remettre en fonction.

De plus, les frais ou dommages occasionnés à l'immeuble, au véhicule ou au système d'alarme lors d'une interruption seront à la charge du propriétaire du système et la Municipalité et le service de police n'assumeront aucune responsabilité à l'égard des lieux ou des équipements après l'interruption du signal sonore.

Dans le cas d'un immeuble résidentiel, l'autorité qui procède à l'interruption peut cependant verrouiller les portes ou, si cela est impossible, utiliser tout autre moyen nécessaire afin d'assurer la protection de l'immeuble. Dans le cas d'un immeuble commercial, industriel ou d'une institution financière, elle peut faire surveiller l'endroit par un agent de sécurité jusqu'à ce qu'une personne autorisée par l'entreprise ou l'institution financière rétablisse le système d'alarme ou assure la sécurité de l'immeuble. Les frais de surveillance ou les dommages occasionnés à l'immeuble seront à la charge du propriétaire du système.

Dans le cas d'un véhicule, l'autorité qui procède à l'interruption doit verrouiller les portes ou, si cela est impossible, faire remorquer et remiser le véhicule dans un endroit approprié, aux frais du propriétaire.

ARTICLE 4.4 PÉRIODE DE RÉFÉRENCE (SQ)

Tout déclenchement au-delà du premier déclenchement du système d'alarme au cours d'une période consécutive de (12) douze mois, pour cause de défectuosité ou de mauvais fonctionnement ou lorsque le système est déclenché inutilement constitue une infraction au présent règlement. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 4.5 PRÉSUMPTION (SQ)

Le déclenchement d'un système d'alarme est présumé être pour cause de défectuosité, de mauvais fonctionnement ou déclenchement inutile, lorsqu'aucune preuve ou trace de la présence d'un intrus ou de la commission d'une infraction n'est constatée sur les lieux lors de l'arrivée de l'agent de la paix. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 4.6 REFUS D'ACCÈS (SQ)

Commet une infraction quiconque refuse l'accès aux personnes mentionnées à l'article 1.4.3, 1.4.4 et 4.3, agissant conformément au présent règlement. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 4.7 PRÉSENCE REQUISE

Commet une infraction tout propriétaire ou occupant qui refuse de se présenter ou de déléguer un représentant sans délai sur un lieu, à la demande d'un officier autorisé. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 4.8 TRANSMISSION D'UNE ALARME

Lorsqu'un système d'alarme est relié à une entreprise spécialisée dans la gestion des appels d'urgence, il est de la responsabilité de l'utilisateur d'établir avec cette entreprise un protocole de communication de façon à annuler sans délai toute fausse alerte déclenchée par le système d'alarme sans raison suffisante ou par erreur. Sont exclus de l'application du présent article les écoles, les églises, les arénas, les mairies, les bibliothèques, les casernes, les centres récréatifs, les maisons de la culture et tout autre édifice municipal.

CHAPITRE 5 : LES NUISANCES

ARTICLE 5.1 NUISANCE, INTERDICTION GÉNÉRALE

Les actes et états de choses ci-après mentionnés constituent des nuisances et sont prohibés dans les limites territoriales, à savoir :

ARTICLE 5.1.1 DÉCHETS ET FERRAILLES

La présence, sur un terrain de ferrailles, véhicules délabrés, carcasses ou carrosseries d'automobiles, camions ou autres véhicules-moteurs, pneus, détritiques, papiers, bouteilles ou contenants, amoncellements de pierres, de terre, de briques ou de bois, de matières fécales, de substances nauséabondes, de cadavres d'animaux ainsi que la présence de déchets ou tout autres matières quelconques. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 5.1.2. LUMIÈRE (SQ)

Le fait de projeter une lumière directe en dehors du terrain d'où elle provient si celle-ci est susceptible de causer un danger pour le public ou un inconvénient

pour une personne du voisinage. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 5.1.3. ENTRETIEN DES TERRAINS

Le fait par le propriétaire d'un terrain situé à l'intérieur du périmètre urbain, de négliger son terrain en n'effectuant pas la tonte du gazon ou la végétation sauvage, c'est-à-dire l'herbe folle, les arbustes qui croissent de façon à ce que tel gazon, herbe folle ou arbustes ne soit jamais à une hauteur de 20 cm calculé à partir du sol.

Le fait par le propriétaire d'un terrain situé à l'extérieur du périmètre urbain spécifiquement dans les zones résidentielles, de villégiature ou récréo-touristiques telles que définies par le règlement de zonage, de négliger son terrain en n'effectuant pas la tonte de gazon, si gazon il y a, ou en ne prenant pas les mesures nécessaires

pour enlever la végétation sauvage, c'est-à-dire l'herbe folle et les arbustes qui croissent et ce, au moins une fois l'an, au plus tard le 15 juillet de chaque année.

Le fait par le propriétaire d'un terrain de laisser croître sur son terrain de l'herbe à poux et de l'herbe à puce excédant une hauteur de 15 cm.

Le fait par le propriétaire d'un terrain de laisser croître la berce du Caucase et le panais sauvage et de ne pas déclarer leurs présences sans délai à la Municipalité. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 5.1.4. VÉHICULES

Le fait par le propriétaire ou l'occupant d'un terrain, d'y laisser plus de deux (2) véhicules non-immatriculés pour l'année courante ou remisés à la SAAQ pour l'année courante exception faite d'un lot occupé par un usage associé à un commerce de véhicules motorisés reconnu par le règlement de zonage. (Montant de l'amende : 300\$)

ARTICLE 5.1.5. ARBRE MORT

La présence d'arbre mort ou d'arbre malade dans le périmètre urbain de la Municipalité et dans les zones résidentielles et de villégiature situées à l'extérieur du périmètre urbain telles que définies au règlement de zonage. (Montant de l'amende : 50\$)

ARTICLE 5.1.6. FUMÉE (SQ)

Le fait de causer, provoquer ou permettre l'émission d'étincelles, de cendre, de suie ou de fumée provenant d'un foyer extérieur ou d'autres sources susceptibles d'incommoder le confort ou le bien-être des passants ou d'une personne du voisinage. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 5.1.7. FEU (SQ)

Dans le périmètre urbain, le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu sur une propriété privée à moins de 30 mètres de toute habitation voisine sans permis, sauf s'il s'agit d'un feu de bois allumé dans un foyer ou une installation conçue à cet effet, c'est-à-dire :

1. À un feu dans les appareils de cuisson en plein air tels que les foyers, barbecues ou autres installations prévues à cette fin;
2. À un feu dans des contenants en métal, tels que barils et contenants de même nature muni d'un par étincelle;
3. À un feu confiné dans un aménagement fait de matériaux non combustibles, tels que pierres, briques ou autres installations de même nature. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 5.1.8. FEU DANS UN ENDROIT PUBLIC (SQ)

Le fait d'allumer ou de maintenir allumé un feu dans un endroit public, sauf s'il a été autorisé par la Municipalité. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 5.1.9. CLÔTURE, MURET OU MUR DE SOUTÈNEMENT DÉLABRÉ

Le fait de laisser, en périmètre urbain, à la vue d'une personne du voisinage, toute clôture ou tout muret ou tout mur de soutènement délabré qui ne peut plus servir à l'usage auquel il était destiné. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 5.1.10. SALUBRITÉ DES BÂTIMENTS DESTINÉS À L'HABITATION

Un bâtiment destiné à l'habitation doit en tout temps être maintenu dans un bon état de salubrité et les réparations nécessaires et les travaux d'entretien doivent être effectués afin de le conserver dans cet état. Tout logement doit être nettoyé périodiquement et, au besoin, on doit appliquer une couche de peinture

ou autre fini de surface dans chacune des pièces afin de lui conserver un aspect de propreté.

Les causes d'insalubrité suivantes, à l'intérieur d'un bâtiment d'habitation ou d'une partie d'un bâtiment d'habitation, sont prohibées et doivent être supprimées :

- 1° la malpropreté, la détérioration ou l'encombrement d'un bâtiment principal, d'un logement, d'une chambre, d'une maison de chambres ;
- 2° la présence d'animaux morts ;
- 3° la présence, l'entreposage ou l'utilisation de produits ou de matières qui dégagent une odeur nauséabonde ou une vapeur toxique ;
- 4° l'accumulation d'ordures ménagères, de déchets ou de matières recyclables, ailleurs que dans des récipients, ou à l'intérieur du bâtiment dans un local non prévu à cette fin ;
- 5° l'encombrement d'un moyen d'évacuation ;
- 6° la présence de glace ou de condensation sur une surface intérieure d'un bâtiment autre qu'une fenêtre ;
- 7° la présence d'accumulation d'eau ou d'humidité causant une dégradation de la structure des matériaux ou des finis ou la présence de moisissure ;
- 8° l'amas de débris, de matériaux, ou de matières gâtées ou putrides ;
- 9° la présence de vermine, de rongeurs, d'insectes ou de moisissure visible ainsi qu'une condition qui favorise la prolifération de ceux-ci ;
- 10° un élément de la structure, de son isolation et de ses finis qui est affecté par une infiltration d'eau ou de liquide ou par un incendie. Cet élément doit alors être nettoyé, asséché complètement ou remplacé de façon à prévenir et à éliminer la présence d'odeur ou de moisissure et leur prolifération. Les matériaux affectés par le feu qui ne respectent plus leur qualité première doivent être remplacés ;
- 11° l'absence de moyens de chauffage et d'éclairage, d'une source d'approvisionnement en eau potable ou d'un équipement sanitaire propre à assurer le confort et protéger la santé de ses occupants ;
- 12° la présence d'excréments d'animaux ou d'être humain ;
- 13° tout bâtiment ou logement qui est laissé dans un état apparent d'abandon.

CHAPITRE 6 : DISPOSITION DE LA NEIGE

ARTICLE 6.1 OBSTRUCTION DE LA VISIBILITÉ (SQ)

Nul ne peut créer un amoncellement de neige contigu à une voie publique, s'il obstrue la visibilité des automobilistes qui y circulent en véhicule routier, y compris les entrepreneurs en déneigement engagés pour cette fin par une autre personne. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 6.2 GESTES INTERDITS (SQ)

Nul ne peut projeter, souffler, déposer ou transporter la neige recouvrant un terrain privé sur le terrain d'autrui, un terre-plein, un îlot, dans un parc, dans un cimetière ou sur une borne d'incendie, sur une chaussée ou sur un trottoir. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 6.3 INTERDICTION DE DÉNEIGER UN ENDROIT PUBLIC (SQ)

Nul ne peut déneiger un terre-plein, un trottoir, une voie de circulation ou une voie cyclable que la Municipalité choisit de ne pas déneiger.

Toutefois, le propriétaire ou l'occupant d'un bâtiment peut déneiger la partie donnant accès à une porte ou la partie d'un trottoir que la Municipalité ne déneige pas dans la mesure où il est situé en face de cette porte. (Montant de l'amende : 100\$)

CHAPITRE 7 : LA CIRCULATION, LES LIMITES DE VITESSE ET LE STATIONNEMENT

SECTION 7.1 AUTORITÉ COMPÉTENTE

ARTICLE 7.1.1 SIGNALISATION ROUTIÈRE

À l'exception des terrains privés et des endroits sous la juridiction du ministère des Transports, seul le responsable des travaux publics ou tout officier autorisé peut installer et entretenir la signalisation routière sur tout le territoire de la Municipalité en conformité avec les normes édictées par le Règlement sur la signalisation routière et par le présent règlement. De plus, pour des fins temporaires de travaux publics, il est autorisé à enlever, déplacer ou masquer un signal de circulation.

ARTICLE 7.1.2 POUVOIR DE PROHIBER, LIMITER ET DÉTOURNER LA

CIRCULATION

Seul le directeur du Service de sécurité incendie, le responsable des Travaux publics, tout agent de la paix ou toute autre personne dûment autorisée par la Municipalité peuvent autorisés, au moyen d'une signalisation mobile, limiter, prohiber ou faire détourner la circulation en cas de travaux routiers et/ou pour toute raison de nécessité ou d'urgence.

ARTICLE 7.1.3 POUVOIR DE DIRIGER LA CIRCULATION (SQ)

Il est défendu d'obstruer, de gêner ou de contrôler, sans raison, la circulation des véhicules sur un chemin public de quelque manière que ce soit à l'exception des personnes suivantes autorisées à le faire dans l'exercice de leur fonction:

- les brigadiers scolaires;
- les agents de la paix de la Sûreté du Québec;
- les employés de la Municipalité désignés par le responsable des travaux publics présents sur les lieux où s'effectuent des travaux, notamment des travaux de voirie ou d'enlèvement de neige;
- les membres du Service de sécurité incendie présents sur les lieux et à proximité d'un incendie ou d'un lieu d'intervention;
- les employés ou tout officier autorisé de toute autre autorité compétente qui sont expressément autorisés à le faire;
- à titre préventif, toute autre personne présente sur les lieux d'un accident, et ce,

uniquement jusqu'à

ce qu'une des personnes ci-haut mentionnées arrive sur les lieux pour en prendre la relève.

Et à cette fin, les personnes autorisées à diriger la circulation peuvent placer sur le chemin public :

- des affiches avisant des travaux en cours;
- des barrières mobiles, des lanternes, des affiches ou tout autre moyen lumineux efficace selon les circonstances. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.1.4 POUVOIR DU DIRECTEUR DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC DE LIMITER ET PROHIBER LE STATIONNEMENT (SQ)

Tout agent de la paix peut, au moyen d'une signalisation mobile, limiter et prohiber le stationnement pour toute raison de nécessité ou d'urgence. Il peut également faire remorquer ou remiser, aux frais du propriétaire, tout véhicule stationné illégalement ou stationné à un endroit où il nuit aux opérations. Il peut aussi prendre toute autre mesure qui s'impose en matière de circulation et de stationnement si des circonstances l'imposent.

Le propriétaire d'un véhicule ainsi remorqué ou remisé ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais réels de remorquage et de remisage.

ARTICLE 7.1.5 POUVOIR DU RESPONSABLE DES TRAVAUX PUBLICS DE LIMITER ET PROHIBER LE STATIONNEMENT (SQ)

Le responsable des travaux publics ou tout officier autorisé est autorisé à faire remorquer les véhicules qui nuisent aux travaux de voirie, et ce, particulièrement lorsque la Municipalité doit procéder à une opération d'enlèvement et de déblaiement de la neige.

Le responsable des travaux publics ou tout officier autorisé peut également faire remorquer ou remiser, aux frais du propriétaire, tout véhicule stationné illégalement. Le propriétaire d'un véhicule ainsi remorqué ou remisé ne peut en recouvrer la possession que sur paiement des frais réels de remorquage et de remisage.

Dans l'exercice de ces pouvoirs, le responsable des travaux publics ou tout officier autorisé pourra demander l'assistance de la Sûreté du Québec. Tout agent de la paix dispose des mêmes pouvoirs que le responsable des travaux publics pour l'application du présent article.

SECTION 7.2 RÈGLES DE CIRCULATION

ARTICLE 7.2.1 LIMITE DE VITESSE DE 30 KM/HEURE (SQ)

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 30 km/heure sur toute partie des chemins publics énumérés à l'annexe B. (CSR)

ARTICLE 7.2.2 LIMITE DE VITESSE DE 60 KM/HEURE (SQ)

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 60 km/heure sur toute partie des chemins publics énumérée à l'annexe B. La signalisation appropriée doit être installée à ces endroits. (CSR)

ARTICLE 7.2.3 LIMITE DE VITESSE DE 70 KM/HEURE (SQ)

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 70 km/heure sur toute partie des chemins publics énumérés à l'annexe B le cas échéant. (CSR)

ARTICLE 7.2.4 LIMITE DE VITESSE DE 80 KM/HEURE (SQ)

Nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse excédant 80 km/heure sur toute partie des chemins publics énumérés à l'annexe B le cas échéant. (CSR)

ARTICLE 7.2.5 CHEMIN PUBLIC À SENS UNIQUE (SQ)

Les chemins publics énumérés à l'annexe C sont décrétés chemins publics à sens unique.

Sur un chemin public qui comporte une ou plusieurs voies de circulation à sens unique, le conducteur d'un véhicule routier doit circuler dans le sens autorisé par la circulation. (CSR)

ARTICLE 7.2.6 FEUX DE CIRCULATION

Les endroits mentionnés à l'annexe D doivent être contrôlés par des systèmes de feux de circulation. Les feux de circulation installés pour le MTQ ne sont pas assujettis à cet article.

ARTICLE 7.2.7 LES PANNEAUX D'ARRÊTS

La signalisation appropriée d'arrêts obligatoires doit être installée aux endroits énumérés à l'annexe E.

ARTICLE 7.2.8 PARCS, TERRAINS DE JEUX ET VOIES CYCLABLES (SQ)

À moins d'autorisation contraire, la circulation des véhicules est prohibée en tout temps et à tout autre endroit que ceux prévus à cette fin par une signalisation dans les parcs, terrains de jeux, voies cyclables et piétonnières, ou autre endroit décrété comme tel par résolution du Conseil.

La circulation des véhicules est prohibée sur les terrains privés sans l'autorisation du propriétaire.

La circulation des véhicules motorisés est également prohibée sur les rives et le littoral du fleuve. Dans ce dernier cas, l'amende indiquée ci-après. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.2.9 CIRCULATION SUR LA PEINTURE FRAÎCHE (SQ)

Il est défendu à tout véhicule ou piéton de circuler sur les lignes fraîchement peintes sur la chaussée lorsque celles-ci sont indiquées par des dispositifs appropriés. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.2.10 EMPÎÈTEMENT SUR L'EMPRISE DE LA VOIE PUBLIQUE(SQ)

Il est prohibé tout empiètement, sauf pour les entreprises de services publics, sur ou sous les emprises des chemins publics que ce soit pour y empiler des objets, du bois ou y déposer tout matériel ou équipement que ce soit ou mettre en place une canalisation.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.2.11 PRÉSENCE DE MATIÈRE VÉGÉTALE OU MINÉRALE SUR LA VOIE PUBLIQUE (SQ)

Il est défendu de souiller ou tacher la voie publique ou d'y laisser quelques amoncellements de terre, pierres, sable, gravier, glaise, copeaux, sciures de bois, branches, matières fécales, lisiers ou fumiers ou autres matières à moins d'avoir obtenu au préalable une autorisation écrite de la Municipalité.

Le propriétaire ou l'occupant d'un terrain ou un bâtiment d'où sortent des véhicules dont les pneus, les garde-boue, la carrosserie ou la boîte de chargement sont souillés par les matières décrites au premier alinéa doit prendre les mesures nécessaires :

- pour débarrasser les pneus, les garde-boue, la carrosserie ou l'extérieur de la boîte de chargement de son véhicule de toute trace de ces matières susceptibles de s'échapper et tomber sur la voie publique; (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.2.12 BOYAU (SQ)

Il est interdit au conducteur d'un véhicule routier de circuler sur un boyau non

protégé qui a été étendu sur un chemin public ou un terrain privé en vue de servir à éteindre un incendie, sauf s'il y a consentement d'un agent de la paix ou d'un pompier responsable desdits boyaux.
(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 7.2.13 BRANCHES NUISIBLES

Le propriétaire ou l'occupant d'un terrain ne peut laisser pousser les branches d'un arbre qui empiètent sur l'emprise d'un chemin public et qui sont de nature à nuire à la visibilité des panneaux de signalisation, à l'éclairage public, au passage des véhicules d'entretien ou aux piétons. Sur un avis d'un représentant de la Municipalité, le propriétaire doit procéder aux travaux d'émondage des branches nuisibles dans un délai de 15 jours. À l'expiration de ce délai, la Municipalité est autorisée à faire exécuter les travaux d'émondage et d'en recouvrer les frais au propriétaire concerné. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 7.3 CHEMINS EXCLUS DE L'ENTRETIEN HIVERNAL

ARTICLE 7.3.1 CHEMINS EXCLUS DE L'ENTRETIEN D'HIVER

La Municipalité décrète que les chemins suivants sont exclus de l'entretien hivernal, et ce, du 1er novembre au 15 avril inclusivement, de chaque année, tel qu'identifié au plan joint en annexe F.

ARTICLE 7.3.2 APPLICATION

Nonobstant le présent règlement, les articles 1127.1 à 1127.5 du Code municipal du Québec (RLRQc.C.-27.1) traitant de l'exonération de responsabilité en matière de voirie, continuent à s'appliquer.

SECTION 7.4 CIRCULATION DES VÉHICULES LOURDS

ARTICLE 7.4.1 INTERDICTION DE CIRCULATION POUR LES VÉHICULES LOURDS (SQ)

La circulation des camions et des véhicules-outils est interdite sur les chemins suivants, lesquels sont indiqués à l'annexe G au présent règlement : (CSR)

ARTICLE 7.4.2 EXCEPTION POUR CERTAINS VÉHICULES LOURDS (SQ)

L'article 7.4.1 ne s'applique pas aux camions et aux véhicules-outils qui doivent effectuer une livraison locale.

En outre, il ne s'applique pas :

- aux véhicules hors-normes circulant en vertu d'un permis spécial de circulation autorisant expressément l'accès au chemin interdit;
- à la machine agricole, aux tracteurs de ferme et aux véhicules de ferme;
- aux dépanneuses;
- aux véhicules d'urgence;
- aux véhicules d'utilité publique.

SECTION 7.5 LE STATIONNEMENT

ARTICLE 7.5.1 STATIONNEMENT INTERDIT (SQ)

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule aux endroits où cela est interdit par une signalisation. (Montant de l'amende : 40\$)

ARTICLE 7.5.2 PÉRIODE PERMISE (SQ)

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule au-delà de la période autorisée par une signalisation. (Montant de l'amende : 40\$)

ARTICLE 7.5.3 STATIONNEMENT INTERDIT AUX VÉHICULES LOURDS ET AUX VÉHICULES-OUTILS (SQ)

Il est interdit aux véhicules lourds, aux véhicules outils, remorques, aux véhicules récréatifs, roulottes et tentes-roulottes de se stationner ou de s'immobiliser sur un chemin public pendant une période de plus de 60 minutes, sauf pour effectuer une livraison ou un travail. (Montant de l'amende : 40\$)

ARTICLE 7.5.4 VENTE OU ABANDON DE VÉHICULES (SQ)

Il est prohibé de stationner un véhicule sur un chemin public dans le but de le vendre ou de l'échanger ou dans le but de mettre en évidence des annonces, des affiches ou des biens qui s'y trouvent à vendre. (Montant de l'amende : 50\$)

ARTICLE 7.5.5 CASE DE STATIONNEMENT (SQ)

Tout véhicule doit être stationné de façon à n'occuper qu'un seul espace à l'intérieur d'une des cases de stationnement peintes à cet effet sur la chaussée, sans empiéter sur l'espace voisin.

Dans les rues où le stationnement à angle est permis, le véhicule doit être stationné à l'intérieur des marques sur la chaussée à moins d'une signalisation contraire. (Montant de l'amende : 40\$)

ARTICLE 7.5.6 PROHIBITION DE STATIONNER DANS CERTAINS ENDROITS (SQ)

Il est interdit de stationner un véhicule :

- sur la propriété privée d'autrui sans en avoir eu l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant;
- sauf sur permission du propriétaire, en face d'une entrée donnant accès à une propriété;
- sur la pelouse d'une propriété privée ou publique;
- dans un espace de verdure, sur les bordures, bandes médianes, plates-bandes ou sur tout espace qui sert de division à deux ou plusieurs voies de circulation;
- sur la chaussée, à côté d'un véhicule routier déjà stationné près de la bordure (arrêt, stationnement en double);
- sur un terrain, entretenu et géré par la Municipalité, qui n'a pas été décrété stationnement public sauf pour l'usage du lieu public qui en fait (exemple : stationnement de la bibliothèque utilisé par d'autres usagers). (Montant des amendes : 40\$)

ARTICLE 7.5.7 STATIONNEMENT INTERDIT LA NUIT DURANT L'HIVER (SQ)

Il est interdit de stationner ou d'immobiliser un véhicule sur un chemin public entre 23h et 7h du 1er novembre au 15 avril inclusivement, et ce, sur tout le territoire de la Municipalité.

L'application du présent article est suspendue durant la période comprise entre le 23 décembre et le 3 janvier inclusivement, sauf pour une période de déneigement en cours.

La présente interdiction sera indiquée par la présence de panneaux placés aux entrées de la Municipalité. (Montant des amendes : 40\$)

ARTICLE 7.5.8 SOLLICITATION – NETTOYAGE ET RÉPARATION DES VÉHICULES AUTOMOBILES (SQ)

Il est défendu à toute personne de se tenir sur un chemin public ou dans un stationnement public dans le but d'offrir ses services pour réparer, nettoyer, essuyer ou polir un véhicule sans une autorisation obtenue de la Municipalité pour la tenue d'une telle activité. (Montant des amendes : 40\$)

ARTICLE 7.5.9 PASSAGES POUR PIÉTONS

La Municipalité autorise les services techniques à installer une signalisation appropriée identifiant des passages pour piétons.

CHAPITRE 8 : COLPORTAGE OU COMMERCE ITINÉRANT ARTICLE 8.1 PROHIBITION (SQ)

Il est interdit à toute personne ou entreprise d'exercer des activités de colportage ou de commerce itinérant sur le territoire de la Municipalité. (Montant de l'amende : 200\$)

ARTICLE 8.2 EXCEPTIONS

Ne sont pas visées par le présent règlement les personnes qui vendent ou colportent des produits et services dans le cadre d'une campagne de financement d'une œuvre de charité autorisée à émettre des reçus aux fins d'impôts, d'une association sportive, sociale ou culturelle ou d'un établissement scolaire.

Ne sont pas visés par le présent règlement, les personnes ou les commerçants qui visitent leur clientèle de façon régulière ou sur rendez-vous.

CHAPITRE 9 : LES ANIMAUX SECTION 9.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX ANIMAUX DOMESTIQUES

ARTICLE 9.1.1 NOMBRE

Sous réserve d'un chenil légalement opéré, nul ne peut garder, dans un logement, dans un bâtiment ou sur le terrain où est situé ce logement ou ce bâtiment ou dans les dépendances de ce logement ou ce bâtiment, plus de trois animaux domestiques incluant un maximum de 2 chiens. Malgré l'article 1.1.3, en cas d'incompatibilité entre les dispositions du règlement de zonage de la Municipalité et le présent règlement, ce sont les dispositions les plus sévères qui s'appliquent. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.2 MISE BAS

Le gardien d'un animal domestique qui met bas, doit disposer des petits dans les quatre-vingt-dix (90) jours qui suivent pour se conformer au présent règlement. L'article 9.1.1 ne s'applique pas avant ce délai.

ARTICLE 9.1.3 NOURRITURE ET BONS SOINS

Le gardien doit fournir à l'animal sous sa garde la nourriture, l'eau, l'abri et les soins nécessaires et appropriés à son espèce et à son âge. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.4 BON ÉTAT SANITAIRE

Le gardien doit tenir en bon état sanitaire l'endroit où est gardé un animal. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.5 ANIMAL GARDÉ À L'EXTÉRIEUR

Le gardien d'un animal gardé à l'extérieur doit lui fournir un abri approprié à son espèce et aux conditions de température. L'abri doit rencontrer les normes minimales suivantes :

- il ne doit pas être situé dans un endroit trop ensoleillé, ni être trop exposé au vent, à la neige ou à la pluie;
- il doit être étanche, être isolé du sol et être construit d'un matériau isolant.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.6 LONGUEUR MINIMALE DE LA LONGE

La longe d'un animal attaché à l'extérieur, sur le terrain du propriétaire ou de son gardien, doit avoir une longueur minimale de trois mètres (3 m). (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.7 ANIMAL BLESSÉ OU MALADE

Un gardien sachant que son animal est blessé ou atteint d'une maladie commet une infraction s'il ne prend pas les moyens pour faire soigner son animal ou pour le soumettre à l'euthanasie.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.1.8 ABANDON

Un gardien ne peut abandonner un ou des animaux. Il doit remettre le ou les animaux à une autorité compétente qui en disposera par adoption ou par euthanasie. Dans ce dernier cas, les frais sont à la charge du gardien. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.2 DISPOSITIONS RÉGISSANT LES LICENCES PUR LES CHIENS

ARTICLE 9.2.1 LICENCE OBLIGATOIRE POUR LES CHIENS

Sous réserve de l'article qui suit, nul gardien ne peut posséder ou garder un chien à l'intérieur des limites de la Municipalité sans s'être procuré une licence auprès des autorités de la Municipalité conformément à la présente section. Le gardien doit se procurer cette licence dans un délai de 30 jours de la garde de l'animal. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.2.2 DÉLAI D'OBTENTION D'UNE LICENCE

La licence doit être demandée par le gardien dans les quinze (15) jours de la possession d'un chien ou dans les quinze (15) jours de l'emménagement du gardien dans la Municipalité.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.2.3 VALIDITÉ ET RENOUVELLEMENT

La licence émise en vertu de la présente section est valide pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre de chaque année. Elle doit être

renouvelée avant le 15 avril de chaque année.

ARTICLE 9.2.4 DEMANDE DE LICENCE

Pour obtenir une licence, le gardien doit fournir les renseignements suivants :
- son nom, prénom, adresse, (une preuve de l'âge du demandeur pourrait être exigée);
- la race, la couleur, la grandeur, le poids, le sexe, l'âge et le nom du chien.

ARTICLE 9.2.5 COÛTS

Le coût de la licence pour chien sera déterminé par résolution de la Municipalité.

ARTICLE 9.2.6 PAIEMENT

Le paiement de la licence est indivisible et non remboursable.

ARTICLE 9.2.7 MÉDAILLON

La Municipalité remet à la personne qui demande la licence un médaillon et une copie de la licence indiquant le numéro du médaillon et les renseignements fournis en vertu de l'article 9.2.4.

Le médaillon est valide jusqu'à ce que l'animal soit mort, disparu, vendu ou que le gardien en ait autrement disposé.

Le gardien doit s'assurer que le chien dont il a la garde porte en tout temps, au cou, le médaillon prévu au présent règlement, faute de quoi il commet une infraction.

Il est défendu à toute personne de modifier, d'altérer ou de retirer le médaillon d'un chien de façon à empêcher son identification. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.2.8 EXCEPTIONS

La présente section ne s'applique aux exploitations d'animalerie.

SECTION 9.3 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX CHIENS

ARTICLE 9.3.1 CHIEN EN LIBERTÉ (SQ)

Il est défendu de laisser un chien en liberté hors du bâtiment, du logement ou des limites du terrain de son gardien. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.3.2 ENDROIT PUBLIC (SQ)

Aucun chien ne peut se trouver dans un endroit public, à moins qu'il ne soit tenu en laisse par son gardien. Le chien ne peut en aucun moment être laissé seul, qu'il soit attaché ou non.
(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.3.3 CONDITIONS DE GARDE

Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout autre terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien doit être gardé, selon le cas :

- Dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- Sur un terrain clôturé de tous ses côtés. La clôture doit être d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
- Sur un terrain qui n'est pas clôturé de tous ses côtés, attaché à un poteau métallique ou son équivalent, au moyen d'une chaîne ou d'une corde de fibre métallique ou synthétique. Le poteau, la chaîne ou la corde et l'attache doivent être d'une taille et d'une résistance suffisante pour empêcher le chien de s'en libérer. La longueur de la chaîne ou de la corde ne doit pas permettre au chien de s'approcher à moins d'un mètre (1 m) d'une limite du terrain qui n'est pas séparée du terrain adjacent par une clôture d'une hauteur suffisante, compte tenu de la taille de l'animal, pour l'empêcher de sortir du terrain où il se trouve;
- Sur un terrain sous le contrôle direct du gardien. Celui-ci doit avoir une maîtrise constante de l'animal;
- Aux fins de l'application de la présente disposition, lorsqu'un chien est gardé sur un terrain clôturé ou un enclos, la clôture ou l'enclos doit être dégagé de toute accumulation de neige ou tout autre élément de manière à ce que les hauteurs prescrites soient respectées.

(Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.3.4 ABOIEMENT OU HURLEMENT (SQ)

Le fait qu'un chien aboie ou hurle et que ces aboiements ou hurlements sont susceptibles de troubler la paix et le repos de toute personne, constitue une infraction. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.3.5 MATIÈRES FÉCALES DES CHIENS

L'omission pour le gardien d'un chien d'enlever et de nettoyer immédiatement par tous les moyens appropriés, d'une propriété publique ou privée, les matières fécales de son chien constitue une infraction. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.4 CHIEN DE GARDE

ARTICLE 9.4.1 CONDITIONS DE GARDE

Sur le terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien ou sur tout terrain privé où il se trouve avec l'autorisation du propriétaire ou de l'occupant de ce terrain, tout chien de garde doit être gardé, selon le cas :

- dans un bâtiment d'où il ne peut sortir;
- dans un parc à chien constitué d'un enclos, fermé à clef ou cadencé, d'une superficie minimale de quatre mètres carrés (4 m²) par chien et d'une hauteur minimale de deux mètres (2 m), fini dans le haut, vers l'intérieur, en forme d'Y d'au moins soixante centimètres (60 cm) de largeur du Y et enfoui d'au moins trente centimètres (30 cm) dans le sol. Cet enclos doit être de treillis galvanisé ou son équivalent et fabriqué de mailles suffisamment serrées pour empêcher toute personne de se passer la main au travers. Le fond de celui-ci doit être de broche ou de tout autre matériau propre à empêcher le chien de creuser. L'enclos doit être dégagé de toute accumulation de neige ou d'un autre élément de manière à ce que les dimensions prescrites soient respectées;
- tenu au moyen d'une laisse d'au plus deux mètres (2 m). Cette laisse et son attache doivent être d'un matériau suffisamment résistant, compte tenu de la taille du chien, pour permettre à son gardien d'avoir une maîtrise constante de l'animal. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.5 CHIENS DANGEREUX ET AUTRES COMPORTEMENTS

ARTICLE 9.5.1 CHIENS DANGEREUX OU ERRANTS (SQ)

Le contrôleur ou l'agent de la paix peut saisir ou mettre en fourrière un chien qui est errant ou qui constitue un chien dangereux.

Le contrôleur peut saisir et soumettre un chien dangereux à l'examen de l'expert de la Municipalité afin d'évaluer son état de santé ou d'estimer sa dangerosité. Le rapport de l'expert de la Municipalité devra comprendre des recommandations sur les mesures à prendre relativement au chien.

ARTICLE 9.5.2 PROCÉDURE D'EXAMEN DU CHIEN

Le directeur général de la Municipalité informe le gardien du chien, lorsque ce dernier est connu, de la date, de l'heure et du lieu où l'expert de la Municipalité procédera à l'examen prévu à l'article 9.5.1.

ARTICLE 9.5.3 POUVOIR SPÉCIAUX

Sur recommandation de l'expert mandaté par la Municipalité ou, selon le cas, des experts conjoints, le directeur de la Municipalité peut ordonner une ou plusieurs des mesures suivantes :

- 1° Si le chien est atteint d'une maladie curable pouvant être une cause de son comportement agressif, le traitement du chien et la garde, sous constant contrôle du gardien, dans un bâtiment d'où il ne peut sortir ou à l'intérieur des limites du terrain où est situé le bâtiment que son gardien occupe, et ce, jusqu'à la guérison complète du chien ou jusqu'à ce que ce dernier ne constitue plus un risque pour la sécurité des personnes ou des animaux de même que toute autre mesure telle que le musellement;
- 2° L'euthanasie du chien;
- 3° La garde du chien conformément à l'article 9.4.1;
- 4° Le musellement du chien lorsqu'il se trouve à l'extérieur du terrain sur lequel est situé le bâtiment occupé par son gardien;
- 5° La stérilisation du chien; 6° La vaccination du chien;
- 7° L'identification permanente du chien;
- 8° Tout autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique.

Lorsque le gardien du chien visé par une mesure prévue au premier alinéa néglige ou refuse de s'y conformer ou lorsque le résultat escompté n'est pas obtenu, le chien peut être saisi à nouveau et euthanasié au frais du gardien.

ARTICLE 9.5.4 FRAIS DE CAPTURE, D'EXAMEN ET DE GARDE

Les frais de capture, de garde et de pension, de soins vétérinaires de même que ceux d'un examen prescrit à l'article 9.5.1 ou d'une ordonnance en vertu de l'article 9.5.3 d'un chien dangereux ou errant saisi et mis en fourrière conformément à la présente section sont à la charge du gardien.

SECTION 9.6 CHENIL

ARTICLE 9.6.1 OPÉRATION D'UN CHENIL

Toute personne qui garde deux chiens ou plus doit obtenir un permis de l'inspecteur en bâtiment de la Municipalité l'autorisant à garder ces animaux, à faire un élevage, à opérer un chenil, une fourrière, un commerce de vente d'animaux ou pour d'autres fins.

Dans le cas où il s'agit d'un chenil, les normes des ministères de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) ainsi que du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC) devront être respectées pour l'établissement d'un tel bâtiment. Malgré ce qui précède, les normes minimales à respecter pour l'opération d'un élevage, un chenil, une fourrière ou un autre commerce de vente d'animaux sont celles prescrites par le règlement de zonage de la Municipalité. L'obtention des permis prévus par le présent article n'exempte pas le propriétaire à se procurer les licences prévues à la section 9.2.

SECTION 9.7 ANIMAL SAUVAGE ARTICLE 9.7.1 GARDE INTERDITE

Sous réserve des articles suivants, nul ne peut garder un ou des animaux sauvages sur le territoire de la Municipalité. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.7.2 GARDE AUTORISÉE

Malgré l'article précédent, une personne peut garder, en captivité, un animal sauvage à la condition de se conformer aux lois fédérales ou provinciales applicables.

ARTICLE 9.7.3 CONDITIONS DE GARDE

Toute personne qui possède ou garde un animal sauvage visé à l'article précédent doit le garder dans un environnement sain et propice au bien-être de l'animal. L'animal sauvage doit être gardé dans la résidence principale de cette personne ou de son gardien ou sur sa propriété, à l'intérieur d'une cage ou d'un terrarium, et cette dernière doit donner accès au lieu pour toute inspection, lorsque requise par toute autorité compétente. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.8 ANIMAL EXOTIQUE

ARTICLE 9.8.1 PETITS ANIMAUX EXOTIQUES NON VENIMEUX PERMIS

Seuls les petits animaux exotiques non venimeux et qui ne représentent aucun danger pour la vie et la sécurité des personnes peuvent être gardés sur le territoire de la Municipalité.

ARTICLE 9.8.2 ANIMAUX EXOTIQUES VENIMEUX

Sous réserve des articles suivants, nul ne peut garder un ou des animaux exotiques venimeux sur le territoire de la Municipalité sauf s'il a obtenu les autorisations requises du gouvernement provincial ou fédéral. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.8.3 ÉVÉNEMENTS SPÉCIAUX

Malgré l'article précédent, la présence d'animaux exotiques sur le territoire de la Municipalité sera permise lors d'événements spéciaux tels que cirque, exposition, kermesse et autres événements de même nature.

ARTICLE 9.8.4 CONDITIONS DE GARDE

Toute personne qui possède ou garde un animal exotique visé aux articles précédents de la présente section doit le garder dans un environnement sain et propice au bien-être de l'animal. L'animal exotique doit être gardé dans la résidence principale de cette personne ou de son gardien ou sur sa propriété, à l'intérieur d'une cage ou d'un terrarium, et cette dernière doit donner accès au lieu pour toute inspection lorsque requise par toute autorité compétente. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.8.5 ANIMAL EXOTIQUE À L'EXTÉRIEUR DE LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE (SQ)

Malgré l'article précédent, nulle personne ne peut se trouver à l'extérieur de sa propriété privée ou dans un endroit public avec un animal exotique sans l'équipement approprié et sécuritaire afin de le contrôler et de le retenir. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.9 ANIMAL DANGEREUX

ARTICLE 9.9.1 ANIMAL DANGEREUX (SQ)

Dans les limites de la Municipalité un animal qui :

- mord, tente de mordre ou attaque une personne ou un autre animal lui causant une blessure, une lésion ou autre;
- manifeste de l'agressivité à l'endroit d'une personne en grondant, en montrant les crocs ou en agissant de toute autre manière qui indique que l'animal pourrait mordre ou attaquer une personne;
- n'obtempère pas aux ordres répétés de son gardien et a un comportement d'agressivité ou est en mode offensif ou défensif de telle sorte qu'il est prêt à attaquer toute personne ou tout animal.

Est considéré dangereux et sa garde constitue une infraction. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.9.2 OBLIGATIONS DU GARDIEN (SQ)

L'autorité compétente peut obliger le gardien de l'animal à l'attacher, à le museler ou à le mettre dans un enclos sécuritaire si l'animal est considéré comme dangereux ou fait l'objet de récidive eu égard aux dispositions du présent règlement. (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.9.3 POUVOIR DE L'AUTORITÉ COMPÉTENTE (SQ)

Tout animal dangereux présentant un danger immédiat, réel ou apparent peut être abattu sur-le-champ et à tout endroit de la Municipalité par un agent de la paix, le contrôleur ou par tout officier autorisé. (Montant de l'amende : 100\$)

SECTION 9.10 FOURRIÈRE

ARTICLE 9.10.1 MISE EN FOURRIÈRE

L'autorité compétente peut faire mettre en fourrière tout animal errant ou tout animal qui contrevient ou dont le gardien contrevient à l'une quelconque des dispositions du présent règlement. Le représentant de la fourrière doit, dans le cas d'un animal dûment licencié et mis en fourrière, informer sans délai le propriétaire dudit animal que ce dernier a été mis en fourrière.

ARTICLE 9.10.2 POUVOIRS SPÉCIAUX – ANIMAL BLESSÉ, MALADE OU MALTRAITÉ

L'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal blessé, malade ou maltraité. Elle peut le capturer et le mettre en fourrière ou le placer chez un vétérinaire jusqu'à son rétablissement ou jusqu'à ce que l'endroit approprié à la garde de l'animal soit disponible. Les frais sont à la charge du gardien.

ARTICLE 9.10.3 POUVOIRS SPÉCIAUX – MALADIE CONTAGIEUSE

L'autorité compétente peut entrer dans tout endroit où se trouve un animal soupçonné de maladie contagieuse. Elle peut le capturer et le mettre en fourrière. Si l'animal est atteint de maladie contagieuse, il doit être isolé jusqu'à guérison complète et, à défaut de telle guérison, il doit être soumis à l'euthanasie. Si la maladie n'est pas attestée par un vétérinaire, l'animal est remis au gardien. Les frais sont à la charge du gardien.

ARTICLE 9.10.4 DÉLAI DE GARDE EN FOURRIÈRE SANS IDENTIFICATION DE L'ANIMAL

Tout animal mis en fourrière non réclamé et non identifié est conservé pendant une période minimale de quarante-huit (48) heures à moins que sa condition physique ne justifie l'euthanasie avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 9.10.5 DÉLAI DE GARDE EN FOURRIÈRE AVEC IDENTIFICATION DE L'ANIMAL

Si l'animal mis en fourrière est un chien et qu'il porte un collier avec la licence requise en vertu du présent règlement ou s'il s'agit de tout autre animal, s'il porte un médaillon d'identification ou toute autre méthode permettant de

contacter par des efforts raisonnables le gardien ou le propriétaire, le délai de conservation sera de cinq (5) jours. Si à l'expiration de ce délai le gardien n'en recouvre pas la possession, l'autorité compétente pourra en disposer.

ARTICLE 9.10.6 EUTHANASIE OU VENTE POUR ADOPTION D'UN ANIMAL MIS EN FOURRIÈRE

Après les délais prescrits aux articles précédents, l'animal peut être soumis à l'euthanasie, donné ou vendu pour adoption, le tout sous réserve des autres dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 9.10.7 REPRISE DE POSSESSION PAR LE GARDIEN

Le gardien peut reprendre possession de son animal, à moins qu'il ait disposé, en payant les frais de pension de la fourrière, le tout sans préjudice aux droits de la Municipalité de poursuivre pour toute infraction au présent chapitre, s'il y a lieu.

SECTION 9.11 DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 9.11.1 AUTRES DISPOSITIONS (SQ)

Les faits, circonstances, gestes et actes ci-après énoncés constituent des infractions et rendent tout gardien passible des sanctions prévues au présent règlement soit que l'animal est ou ait été sous la garde, égaré ou échappé :

- organiser, participer, encourager ou assister au déroulement d'un combat d'animaux;
 - maltraiter, molester, harceler ou provoquer un animal;
 - utiliser ou permettre que soit utilisé du poison pour la capture d'animaux;
 - se retrouver avec un animal sous sa garde dans un lieu identifié par une affiche
- « interdit aux animaux » sauf pour un chien guide;
- nuire, entraver ou empêcher l'autorité compétente de faire son devoir ou refuse de se conformer aux ordonnances de cette autorité.
- (Montant de l'amende : 100\$)

ARTICLE 9.11.2 AUTORITÉ COMPÉTENTE

En plus des personnes habilitées à appliquer le présent règlement, la Municipalité peut mandater toute personne pour exercer un contrôle des animaux domestiques. L'ensemble de ces personnes constitue l'autorité compétente pour l'application du présent chapitre.

ARTICLE 9.11.3 EXONÉRATION

L'autorité compétente ne peut être tenue responsable des dommages ou des blessures causés aux animaux lors de ramassage, de la capture ou de la mise à la fourrière.

ARTICLE 9.11.4 PERCEPTION

Rien dans ce chapitre ne doit être interprété comme restreignant en aucune façon les droits et pouvoirs de la Municipalité de percevoir, par tous les moyens que la loi met à sa disposition, le coût d'une licence exigible en vertu de la section 9.2 et les frais relatifs à la mise à la fourrière et les frais d'évaluation de l'expert de la Municipalité ou du vétérinaire.

CHAPITRE 10 : DISPOSITIONS RELATIVES AUX INFRACTIONS, AMENDES ET PÉNALITÉS

ARTICLE 10.1 INFRACTIONS ET AMENDES

Quiconque contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible en plus des frais des amendes suivantes :

- A. L'amende minimale apparaissant à la fin de chaque paragraphe de l'article concerné et du double de ce montant pour l'amende maximale. Les amendes minimales et maximales doublent si l'infraction est commise par une personne morale;
- B. En cas de récidive, le double des montants indiqués à l'alinéa A;
- C. L'amende prévue au Code de la sécurité routière du Québec lorsque l'indication (CRS)
- D. apparaît à la fin de chaque article concerné.

ARTICLE 10.2 PÉNALITÉS

Si une infraction dure plus d'un jour, l'infraction commise à chacune des journées constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour

chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque jour que dure l'infraction.

CHAPITRE 11 : ABROGATIONS ET MISE EN VIGUEUR ARTICLE 11.1 ABROGATIONS

Le présent règlement abroge les règlements suivants :

Règlement no : 2004-87 et la section du Règlement 2009-128 (article 35) concernant la gestion des alarmes non fondées –intrusion (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 96-24, 97-34, 97-37, 2000-53, 2000-59, 2002-69, et 2012-154 concernant les animaux (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 97-36 sur le colportage (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 99-50 sur les nuisances (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 2008-123 sur la sécurité, paix, le bon ordre les bonnes mœurs et le bien- être général de la population (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 97-39, 2004-89 et 2003-82 sur les limites de vitesse et le stationnement (ainsi que ses amendements).

Règlement no : 96-19, 97-32, 98-42, 2001-62, 2003-80, 2003-83 et 2005-94 sur la circulation des véhicules lourds.

Règlement no : 1996-21 et 2009-132 visant à exclure certains chemins municipaux de l'entretien hivernal par la Municipalité.

Ainsi que tout autre règlement de la Municipalité portant sur les mêmes matières que les articles de présent règlement.

ARTICLE 11.2 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Saint-Raphaël, le 17 février 2022.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE A

Localisation des endroits où l'utilisation d'armes est interdite

L'utilisation ou le tir d'une arme à feu est totalement interdit dans le périmètre urbain et dans la zone rural, l'utilisation ou le tir d'une arme à feu est interdit dans un rayon de 150 mètres d'une habitation.

ANNEXE B

Limite de vitesse sur les chemins publics

Limite de vitesse

1. Chemin ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse n'excédant 50 km / heure

Premier rang au limite du secteur urbain (rue Principale) jusqu'au boulevard St-Pierre et rue Principale à partir de l'intersection du boulevard St-Pierre jusqu'au secteur urbain à la limite du 1er rang.

L'ensemble des rues du secteur urbain de la municipalité: Rue Auger

Avenue André-Roy Avenue Asselin Avenue Beaudoin Avenue Beaudry Avenue Bérubé Rue Bouffard Avenue Bouchard

Avenue Chanoine-Audet Avenue de la Colline Avenue du Couvent

Rue Guillemette Deuxième avenue Rue Duchaine Rue Dupuis

Rue Fleury Rue du Foyer

Avenue Gagnon-Sud

Avenue Gagnon-Nord Avenue Goulet

Place Grenier Rue Jolin

Avenue Joseph-Albert Avenue Labrecque

Rue Chanoine-Lamontagne Avenue Morency

Côte du Moulin Rue Paradis Rue Pelchat

Rue Père-Gonthier Rue Perras

Rue Principale Avenue St-Arthur Avenue St-Paul

Avenue des Trois-Maisons Rue Gendron

2. Limites de vitesse

Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule routier à une vitesse n'excédant pas 30 km / heure

Rue du Foyer

Avenue Bernard-Dumont Ouest Avenue Bernard-Dumont Est

3. Limites de vitesse

Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule

routier à une vitesse n'excédant pas 70 km
Rang Petite troisième Route du Barrage Route du Pouvoir Rue Asselin
Montée du Sault Chemin Tadoussac Rang des Fiefs Route de la Chute
4. Chemins ou parties de chemins sur lesquels nul ne peut conduire un véhicule
routier à une vitesse excédant 80 km
1er Rang 2ème Rang
Rang Ste-Marie-Anne
Rang Ste-Catherine Rang du Sault Rang du Bras

ANNEXE C

Non applicable
Non applicable
Chemins publics à sens unique

ANNEXE D

Feux de circulation

ANNEXE E

Panneaux d'arrêt

SECTEUR URBAIN

LES PANNEAUX D'ARRÊTS OBLIGATOIRES SONT SITUÉS AUX ENDROITS SUIVANTS :

Avenue André-Roy, du côté nord, au coin de la rue Paradis Avenue Joseph-Albert, du côté sud, au coin de la rue Principale
Avenue Joseph-Albert, vers le nord, à l'intersection de la rue Paradis Rue Pelchat, vers l'ouest, au coin de l'avenue Joseph-Albert
Rue Pelchat, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Beaudry Avenue Bérubé, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Bérubé, du côté nord, au coin de la rue Pelchat Avenue des Forgerons, du côté nord, au coin de la rue Pelchat Avenue des Forgerons, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Beaudoin, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Beaudoin, du côté nord, au coin de la rue Pelchat Avenue Beaudoin, vers le nord, au coin de la rue Pelchat Avenue Beaudoin, vers le nord, au coin de la rue Paradis Avenue St-Arthur, du côté nord, au coin de la rue Principale (2) Avenue St-Arthur, vers le sud, à l'intersection de la rue du Foyer Avenue Labrecque, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Labrecque, du côté nord, au coin de la rue Pelchat
Avenue Chanoine-Audet, du côté nord, au coin de la rue Principale Avenue Chanoine-Audet, vers le sud, à l'intersection de la rue du Foyer Avenue Destroismaisons, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Destroismaisons, du côté sud, au coin de la rue Pelchat
Avenue Destroismaisons, vers le nord, au coin de la rue Paradis Avenue du Presbytère, du côté nord, au coin de la rue Principale
Avenue Beaudry, du côté sud, au coin de la rue Principale
Avenue Beaudry, vers le nord, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281)
Avenue du Couvent, du côté nord, au coin de la rue Principale
Avenue Goulet, du côté nord, au coin de la rue Principale Avenue Goulet, vers le sud, au coin de la rue du Foyer Avenue Morency, du côté sud, au coin de la rue Principale Avenue Morency, vers le nord, au coin du boulevard St-Pierre Rue Principale, du côté est, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281)
Rue Chanoine-Lamontagne, vers l'ouest, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281) Côte du Moulin, vers l'ouest, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281)
Rue Guillemette, vers l'est, au coin de l'avenue St-Arthur Avenue St-Paul, vers le sud, à l'intersection de la rue du Foyer
Avenue St-Paul, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Chanoine-Audet Avenue Bouchard, vers le nord, au coin de la rue du Foyer
Rue Fleury, vers le sud, au coin de la rue du Foyer Rue du Foyer, vers l'ouest, au coin de la rue Fleury
Rue du Foyer, vers l'est, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281) Rue Jolin, vers le nord, au coin de la rue du Foyer
Avenue Gagnon-Nord, vers le sud, au coin de la rue du Foyer Avenue Gagnon-Sud, vers le nord, au coin de la rue du Foyer Avenue Gagnon-Nord, vers le nord, au coin de la rue Principale
Rue Duchaine, vers l'ouest, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281) Rue Auger, vers l'ouest, au coin de la rue Duchaine
Rue Gendron et Route 281
Rue Perras, vers l'ouest, au coin de l'avenue Beaudry Rue Paradis, vers, l'est,

au coin de l'avenue Beaudry Rue Dupuis, vers l'ouest, au coin de l'avenue Beaudry Rue Dupuis, vers l'est à l'intersection de la 1ère avenue Rue Père Gonthier, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Beaudry Rue Père Gonthier, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Morency 1ère avenue, vers le sud, à l'intersection de la rue Père-Gonthier 2ème avenue, vers le sud, à l'intersection de la rue Père Gonthier 2ème avenue, vers le nord, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281) 3ème avenue, vers le sud, à l'intersection de la rue Père Gonthier Rue Bouffard, vers l'est, au coin de l'avenue Morency Rue Bouffard, vers l'ouest, au coin de la 2ème avenue Rue Asselin, vers le sud, au coin du boulevard St-Pierre (Route 281) Place Grenier, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Beaudry Place Grenier, vers l'ouest, à l'intersection de Place Grenier

QUATRE ARRÊTS

Rue de l'entrée est du terrain de la Fabrique, vers le nord, à l'intersection de la rue Principale
Rue Principale, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Beaudry
Rue Principale, vers l'est, à l'intersection de la rue de l'entrée est du terrain de la Fabrique
Avenue Beaudry, vers le sud, à l'intersection de la rue Principale

QUATRE ARRÊTS

Avenue Beaudry, vers le nord, à l'intersection de la rue Dupuis Avenue Beaudry, vers le sud, à l'intersection de la rue Paradis Rue Paradis, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Beaudry Rue Dupuis, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Beaudry

QUATRE ARRÊTS

Avenue Gagnon Nord, vers le sud, à l'intersection de la rue du Foyer Avenue Gagnon Sud, vers le nord, à l'intersection de la rue du Foyer Rue du Foyer, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Gagnon Nord Rue du Foyer, vers l'est, à l'intersection, de l'avenue Gagnon Sud

TROIS ARRÊTS

Avenue Joseph-Albert, vers le nord, à l'intersection de la rue Paradis Rue Paradis, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Joseph-Albert Rue Paradis, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Joseph-Albert

TROIS ARRÊTS

Avenue Joseph-Albert, vers le sud, à l'intersection de la rue Principale Rue Principale, vers l'est, à l'intersection de l'avenue Joseph Albert Rue Principale, vers l'ouest, à l'intersection de l'avenue Joseph-Albert Rue Père Gonthier et avenue Morency

ANNEXE F

CHEMINS EXCLUS DE L'ENTRETIEN D'HIVER

Route Robert : À partir du rang 5 (Route 281) jusqu'au rang du Bras.

Montée du Sault : À partir de l'intersection du chemin du Domaine jusqu'aux limites de Saint-Vallier.

Route du Pouvoir : À partir du lot 3 692 666 jusqu'au lot 3 692 333 (poste d'Hydro-Québec).

Route Tadoussac : À partir de l'intersection (lot 3 691 922) jusqu'aux limites ouest.

Rang Ste-Marie Anne : À partir du lot 3 691 973 jusqu'au lot 3 692 014.

Rang Sainte-Marguerite : À partir du lot 3 692 467 jusqu'au lot 3 692 473. Rang

des Fiefs : À partir du lot 3 691 496 jusqu'aux limites de Saint-Gervais.

Route de la Chute : À partir du Rang 1 jusqu'à l'intersection du rang de Fiefs.

Chemin de la Chute : À partir du lot 3 692 258 jusqu'au lot 3 692 431.

Route Raby : À partir du Rang 1 jusqu'au rang 2.

Route des Écureuils : À partir du Rang 2 jusqu'aux limites de Saint-Nérée.

Route Rémillard : À partir du lot 3 692 485 jusqu'aux limites de Saint-Nérée.

ANNEXE G

Interdiction de circulation pour les véhicules lourds

La circulation des camions et des véhicules outils est interdite sur les chemins suivants :

- Le 5ème Rang, à partir de la Route 281 jusqu'aux limites de la Municipalité de

Saint-Vallier ;

- Le Rang du Bras et la Route de la Chute à partir de la Route 281 jusqu'aux Rang des Fiefs ;
- La Route Robert ;
- Toutes les rues et avenues du secteur urbanisé à l'exception de la rue Principale ;
- Le Rang des Fiefs jusqu'aux limites de la Municipalité de Saint-Gervais ;
- La Route de la Chute Sud-Est et la Route Raby à partir du Rang des Fiefs jusqu'au 2ème Rang ;
- Le 2ème Rang à partir de la Route Godbout jusqu'aux limites de la Municipalité de Saint-Gervais ;
- Le Rang du Sault à partir de la Route 281 jusqu'aux limites de la Municipalité de Saint-François de la Rivière-du-Sud ;
- La Montée du Sault à partir du Rang du Sault jusqu'aux limites de la Municipalité de Saint-Vallier.

ANNEXE H

Liste des endroits publics

Le Centre communautaire au 104, rue du Foyer L'Édifice communautaire au 359, boulevard St-Pierre Le Chalet intergénérationnel au 104-B rue du Foyer L'Église, le presbytère et cimetière, 86, rue Principale La mairie au 19, avenue Chanoine-Audet

L'Office municipal d'habitation au 59, rue Pelchat et au 10, avenue Beaudoin Le Parc du Millénaire, coin Chanoine-Audet et rue Principale

Le terrain de jeux au 104, rue du Foyer

Le Parc Godbout, coin rue Principale et André Roy

La Société canadienne des Postes au 105, rue Principale

Le stationnement du Centre communautaire au 104, rue du Foyer Le terrain de balle au 104, rue du Foyer

Le terrain des loisirs et site du Festival des Barres-à-Jack au 104, rue du Foyer L'école La Source au 88, rue du Foyer

Le Centre de la Petite Enfance Belle Enfance au 1, rue Fleury Le CFER au 3, rue du Couvent

La Bibliothèque Jeannine-Marquis-Garant située à l'arrière du 88, rue du Foyer

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**2022-02
47**

5 - Adjointe à la comptabilité - Embauche

ATTENDU QU'un poste d'adjointe à la comptabilité doit être comblé à la suite du départ d'une employée;

ATTENDU la nécessité de combler ce poste pour veiller au bon déroulement des opérations de l'organisation;

ATTENDU QU'un comité de sélection a été mis en place, composé de Madame Fadia Bayrakdar (adjointe administrative et secrétaire-trésorière adjointe), Monsieur Michel Turcot (Conseiller municipal au siège numéro 5), Monsieur Samuel Roy (Conseiller municipal au siège numéro 3) et Madame Julie Blais-Picard (Conseillère en ressources humaines à la MRC de Bellechasse);

ATTENDU QUE Madame Gabrielle Lafleur répond aux exigences relatives à la fonction;

ATTENDU QUE les membres du conseil municipal en sont arrivés à une recommandation unanime de la candidate à embaucher.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Madame Guylaine Larochelle, appuyé par Monsieur Michel Turcot,

Et résolu à la majorité des conseillers :

1) que Madame Gabrielle Lafleur soit embauchée à titre d'adjointe à la comptabilité pour un poste régulier, temps plein à raison de 35 heures/semaine;

2) que les conditions de travail soient appliquées, tel qu'indiquées dans le

contrat de travail de Madame Lafleur;

3) que le maire soit autorisé à signer pour et au nom de la Municipalité de Saint-Raphaël les documents relatifs à l'embauche.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**2022-02
48**

6 - Résolution modifiant la résolution 2021-04-66 Mise à jour du plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées

CONSIDÉRANT la résolution 2021-04-66;

CONSIDÉRANT la nécessité d'un balancement hydraulique;

CONSIDÉRANT l'assistance technique du Programme TECQ 2019-2023;

CONSIDÉRANT les plans à refaire;

CONSIDÉRANT les trois éléments précédents, la proposition déposée par Tetra Tech QI inc. a dû être révisée.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur Gaétan Roy, appuyé par Monsieur Michel Turcot,

Et résolu de confier le mandat de la réalisation de la mise à jour du plan d'intervention pour le renouvellement des conduites d'eau potable, d'égouts et des chaussées de la municipalité de Saint-Raphaël à Tetra Tech QI inc. en fonction de la proposition déposée au montant de 32 000 \$ plus les taxes.

Que ce projet soit intégré à la programmation de la TECQ puisqu'il est admissible et ce, afin de recevoir une subvention,

Que le financement de ce projet soit fait à même le surplus du fond général non affecté.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

**2022-02
49**

7 - Avis de motion

Je, Guylaine Larochelle, conseillère, donne avis de motion, par les présentes, que le projet de règlement 2022-227 modifiant le Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux, est déposé avec dispense de lecture.

**2022-02
50**

8 - Dépôt du projet de règlement 2022-227 modifiant le Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux

ATTENDU QUE le conseil de la Municipalité de Saint-Raphaël a adopté le 5 mars 2018 le Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale (RLRQ, c.E-15.1.0.L, ci-après : la < LEDMM >), toute municipalité doit, avant le 1er mars qui suit toute élection générale, adopter un code d'éthique et de déontologie révisé qui remplace celui en vigueur, avec ou sans modification;

ATTENDU QU'une élection générale s'est tenue le 7 novembre 2021;

ATTENDU l'entrée en vigueur, le 5 novembre 2021, de la Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale et diverses dispositions législatives

(LQ"202t, c. 31), laquelle modifie le contenu obligatoire du Code d'éthique et de déontologie des élus.es;

ATTENDU QU'il y a lieu d'adopter un code d'éthique et de déontologie des élus.es révisé, en raison de ce qui précède;

ATTENDU QU'un comportement conforme à l'éthique et à la déontologie municipale doit demeurer une préoccupation constante des membres du conseil afin d'assurer aux citoyens une gestion transparente, prudente, diligente et intègre de la Municipalité incluant ses fonds publics;

ATTENDU QUE le projet de règlement a été remis à tous les membres du conseil au moins 72 heures avant que ne soit donné l'avis de motion à la séance de ce 17 février;

ATTENDU QU'une copie du projet de règlement 2022-227 est disponible aux citoyens au bureau municipal;

ATTENDU l'avis public du 14 février 2022;

Une dispense de lecture complète a été demandée lors de l'avis de motion. Les membres du conseil disposant du projet de règlement depuis plus de 48 heures.

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur Éric Trudel, appuyé par Madame Guylaine Larochelle,

QUE le projet de Règlement 2022-227 remplaçant le Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux soit adopté par le conseil et qu'il soit statué et décrété par ce règlement ce qui suit :

Article 1 TITRE

Le titre du présent règlement est Règlement 2018-188 sur l'éthique et la déontologie des élus municipaux de la Municipalité de Saint-Raphaël.

Article 2 APPLICATION DU CODE

Le présent règlement s'applique à tout membre du Conseil de la Municipalité de Saint-Raphaël.

Article 3 BUT DU RÈGLEMENT

Le présent règlement poursuit les buts suivants :

1. Accorder la priorité aux valeurs qui fondent les décisions du conseil de la municipalité et contribuer à une meilleure compréhension des valeurs de la municipalité.
2. Instaurer des normes de comportement qui favorisent l'intégration de ces valeurs dans le processus de prise de décision des élus et, de façon générale, dans leur conduite à ce titre;
3. Prévenir les conflits éthiques et s'il en survient, aider à les résoudre efficacement et avec discernement;
4. Assurer l'application des mesures de contrôles aux manquements déontologiques.

Article 4 VALEUR DE LA MUNICIPALITÉ

Les valeurs suivantes servent de guide pour la prise de décision et, de façon générale, la conduite des membres du conseil de la municipalité en leur qualité d'élus, particulièrement lorsque les situations rencontrées ne sont pas explicitement prévues dans le présent code ou par les différentes politiques de

la municipalité.

1) L'intégrité

Tout membre valorise l'honnêteté, la rigueur et la justice.

2) La prudence dans la poursuite de l'intérêt public

Tout membre assume ses responsabilités face à la mission d'intérêt public qui lui incombe. Dans l'accomplissement de cette mission, il agit avec professionnalisme, ainsi qu'avec vigilance et discernement.

3) Le respect envers les autres membres, les employés de la municipalité et les citoyens

Tout membre favorise le respect dans les relations humaines. Il a droit à celui-ci et agit avec respect envers l'ensemble des personnes avec lesquelles il traite dans le cadre de ses fonctions.

4) La loyauté envers la municipalité

Tout membre recherche l'intérêt de la municipalité.

5) La recherche de l'équité

Tout membre traite chaque personne avec justice et, dans la mesure du possible, en interprétant les lois et règlements en accord avec leur esprit.

6) L'honneur rattaché aux fonctions de membre (du) (d'un) conseil

Tout membre sauvegarde l'honneur rattaché à sa fonction, ce qui présuppose la pratique constante des cinq valeurs précédentes : l'intégrité, la prudence, le respect, la loyauté et l'équité.

Article 5 RÈGLES DE CONDUITE

5.1 Application

Les règles énoncées au présent article doivent guider la conduite d'un élu à titre de membre du conseil, d'un comité ou d'une commission :

a) de la municipalité ou,

b) d'un autre organisme lorsqu'il y siège en sa qualité de membre du conseil de la municipalité.

5.2 Objectifs

Ces règles ont notamment pour objectifs de prévenir :

1. toute situation où l'intérêt personnel du membre du conseil peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions;
2. toute situation qui irait à l'encontre des articles 304 et 361 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (L.R.Q., chapitre E-2.2);
3. le favoritisme, la malversation, les abus de confiance ou autres inconduites.

5.3 Conflits d'intérêts

5.3.1 Il est interdit à tout membre d'agir, de tenter d'agir ou d'omettre d'agir de façon à favoriser, dans l'exercice de ses fonctions, ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

5.3.2 Il est interdit à tout membre de se prévaloir de sa fonction pour influencer ou tenter d'influencer la décision d'une autre personne de façon à favoriser ses intérêts personnels ou, d'une manière abusive, ceux de toute autre personne.

Le membre est réputé ne pas contrevenir au présent article lorsqu'il bénéficie des exceptions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article 5.3.7.

5.3.3 Il est interdit à tout membre de solliciter, de susciter, d'accepter ou de recevoir, pour lui-même ou pour une autre personne, quelque avantage que ce soit en échange d'une prise de position sur une question dont un conseil, un comité ou une commission dont il est membre peut être saisi.

5.3.4 Il est interdit à tout membre d'accepter tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage, quelle que soit sa valeur, qui peut influencer son indépendance de jugement dans l'exercice de ses fonctions ou qui risque de compromettre son intégrité.

5.3.5 Tout don, toute marque d'hospitalité ou tout autre avantage reçu par un membre du conseil municipal et qui n'est pas de nature purement privée ou visé par l'article 5.3.4 doit, lorsque sa valeur excède 200 \$, faire l'objet, dans les trente jours de sa réception, d'une déclaration écrite par ce membre auprès du secrétaire-trésorier de la municipalité. Cette déclaration doit contenir une description adéquate du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu, et préciser le nom du donateur ainsi que la date et les circonstances de sa réception. Le secrétaire-trésorier tient un registre public de ces déclarations.

5.3.6 Un membre ne doit pas avoir sciemment un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou un organisme visé à l'article 5.1.

Un membre est réputé ne pas avoir un tel intérêt dans les cas suivants :

1° le membre a acquis son intérêt par succession ou par donation et y a renoncé ou s'en est départi le plus tôt possible ;

2° l'intérêt du membre consiste dans la possession d'actions d'une compagnie qu'il ne contrôle pas, dont il n'est ni un administrateur ni un dirigeant et dont il possède moins de 10% des actions émises donnant le droit de vote ;

3° l'intérêt du membre consiste dans le fait qu'il est membre, administrateur ou dirigeant d'un autre organisme municipal, d'un organisme public au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels, d'un organisme à but non lucratif ou d'un organisme dont la loi prévoit que cette personne doit être membre, administrateur ou dirigeant en tant que membre du conseil de la municipalité ou de l'organisme municipal ;

4° le contrat a pour objet une rémunération, une allocation, un remboursement de dépenses, un avantage social, un bien ou un service auquel le membre a droit à titre de condition de travail attachée à sa fonction au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal ;

5° le contrat a pour objet la nomination du membre à un poste de fonctionnaire ou d'employé dont l'occupation ne rend pas inéligible son titulaire ;

6° le contrat a pour objet la fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité ou l'organisme municipal ;

7° le contrat a pour objet la vente ou la location, à des conditions non préférentielles, d'un immeuble ;

8° le contrat consiste dans des obligations, billets ou autres titres offerts au public par la municipalité ou l'organisme municipal ou dans l'acquisition de ces obligations, billets ou autres titres à des conditions non préférentielles ;

9° le contrat a pour objet la fourniture de services ou de biens que le membre est obligé de faire en faveur de la municipalité ou de l'organisme municipal en vertu d'une disposition législative ou réglementaire ;

10° le contrat a pour objet la fourniture d'un bien par la municipalité ou l'organisme municipal et a été conclu avant que le membre n'occupe son poste au sein de la municipalité ou de l'organisme et avant qu'il ne pose sa candidature à ce poste lors de l'élection où il a été élu ;

11° dans un cas de force majeure, l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre.

5.3.7 Le membre qui est présent à une séance au moment où doit être prise en considération une question dans laquelle il a directement ou indirectement un intérêt pécuniaire particulier doit divulguer la nature générale de cet intérêt, avant le début des délibérations sur cette question. Il doit aussi s'abstenir de participer à ces délibérations, de voter ou de tenter d'influencer le vote sur cette question.

Lorsque la séance n'est pas publique, le membre doit, en plus de ce qui précède, divulguer la nature générale de son intérêt, puis quitter la séance, pour tout le temps que dureront les délibérations et le vote sur cette question.

Lorsque la question à propos de laquelle un membre a un intérêt pécuniaire est prise en considération lors d'une séance à laquelle il est absent, il doit, après avoir pris connaissance de ces délibérations, divulguer la nature générale de son intérêt, dès la première séance à laquelle il est présent après avoir pris connaissance de ce fait.

Le présent article ne s'applique pas dans le cas où l'intérêt du membre consiste dans des rémunérations, des allocations, des remboursements de dépenses, des avantages sociaux ou d'autres conditions de travail attachées à ses fonctions au sein de la municipalité ou de l'organisme municipal.

Il ne s'applique pas non plus dans le cas où l'intérêt est tellement minime que le membre ne peut raisonnablement être influencé par lui.

5.4 Utilisation des ressources de la municipalité :

Il est interdit à tout membre d'utiliser les ressources de la municipalité ou de tout autre organisme visé à l'article 5.1, à des fins personnelles ou à des fins autres que les activités liées à l'exercice de ses fonctions.

La présente interdiction ne s'applique pas lorsqu'un membre utilise, à des conditions non préférentielles, une ressource mise à la disposition des citoyens.

5.5 Utilisation ou communication de renseignements confidentiels :

Il est interdit à tout membre d'utiliser, de communiquer, ou de tenter d'utiliser ou de communiquer, tant pendant son mandat qu'après celui-ci, des renseignements obtenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions et qui ne sont pas généralement à la disposition du public, pour favoriser ses intérêts personnels ou ceux de toute autre personne.

De plus, il est interdit à tout membre d'un conseil de la municipalité de faire l'annonce, lors d'une activité politique, de la réalisation d'un projet, de la conclusion d'un contrat ou de l'octroi d'une subvention par la municipalité, sauf si une décision finale relativement à ce projet, contrat ou subvention a déjà été prise par l'autorité compétente de la municipalité.

5.6 Après-mandat

Dans les douze mois qui suivent la fin de son mandat, il est interdit à un membre d'occuper un poste d'administrateur ou de dirigeant d'une personne morale, un emploi ou toute autre fonction, de telle sorte que lui-même ou toute autre personne tire un avantage indu de ses fonctions antérieures à titre de membre (du) (d'un) conseil de la municipalité.

5.7 Abus de confiance et malversation

Il est interdit à un membre de détourner à son propre usage ou à l'usage d'un tiers un bien appartenant à la municipalité.

Article 6 MÉCANISME DE CONTRÔLE

6.1 Tout manquement à une règle prévue au présent code par un membre du

conseil municipal peut entraîner l'imposition des sanctions suivantes :

1) La réprimande

2) La remise à la municipalité, dans les trente jours de la décision de la Commission municipale du Québec :

a) du don, de la marque d'hospitalité ou de l'avantage reçu ou de la valeur de ceux-ci;

b) de tout profit retiré en contravention d'une règle du présent code;

3) Le remboursement de toute rémunération, allocation ou autre somme reçue, pour la période qu'a duré le manquement à une règle du présent code, en tant que membre d'un conseil, d'un comité ou d'une commission de la municipalité ou d'un organisme visé à l'article 5.1;

4) La suspension du membre du conseil municipal pour une période dont la durée ne peut excéder 90 jours; cette suspension ne peut avoir effet au-delà du jour où prend fin son mandat.

Lorsqu'un membre du conseil municipal est suspendu, il ne peut siéger à aucun conseil, comité ou commission de la municipalité, ou en sa qualité de membre d'un conseil de la municipalité, d'un autre organisme, ni recevoir une rémunération, une allocation, ou toute autre somme de la municipalité ou d'un tel organisme.

Article 7 DÉFENSE DES ÉLUS

Lorsqu'un des membres du conseil municipal fait l'objet d'une poursuite pendant son mandat ou après celui-ci pour un dossier du temps où il était membre du conseil, la municipalité assume les frais juridiques de sa défense par un engagement financier dans le cadre d'une résolution adoptée par le Conseil municipal.

Article 8 ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur suivant la Loi.

Avis de motion : 17 février 2022

Adoption : 22 février 2022

Entrée en vigueur : 23 février 2022

Avis public : 14 février 2022

2022-02
51

9 - Modification de la résolution 2022-02-39 Équipe de Softball Amazones de Québec et Chaudière-Appalaches

ATTENDU QUE le minimum requis pour donner une commandite à l'équipe de Softball Amazones de Québec et Chaudière-Appalaches est de trois cents dollars (300 \$);

CONSIDÉRANT la résolution 2022-02-39 indiquant la contribution de la Municipalité de Saint-Raphaël par une commandite de deux cents dollars (200 \$);

EN CONSÉQUENCE,

Il est proposé par Monsieur Gaétan Roy, appuyé par Monsieur Éric Trudel,

Et résolu par le conseil municipal d'autoriser Madame Fadia Bayrakdar, adjointe administrative et secrétaire-trésorière adjointe de donner une contribution de trois cents dollars (300 \$), à la demande de l'équipe de Softball Amazones de Québec et Chaudière-Appalaches.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

10 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Aucune question.

2022-02
52

11 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

Il est proposé par Monsieur Éric Trudel, appuyé par Monsieur Michel Turcot,

Et résolu à la majorité que cette séance extraordinaire soit levée, l'ordre du jour étant épuisé.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

Fermeture à 18 h 46.

Richard Thibault
Maire

Fadia Bayrakdar
Adjointe administrative et
secrétaire-trésorière adjointe